

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N°4

DÉCEMBRE 1998

LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION



## Droits de l'homme et coopération internationale

Dialogue délicat, engagement suisse,  
projets prometteurs

### Portrait du Mozambique

Une coexistence fragile après des décennies  
de guerre civile

### Forum sur les droits de l'homme

Débat entre un Algérien, un Congolais  
et un Suisse



## DOSSIER



### DROITS DE L'HOMME

#### La coopération flirte avec les droits de l'homme

D'année en année, les liens se resserrent entre la coopération internationale et les droits de l'homme. Un rapprochement pas toujours bien accueilli

4

#### Zoom sur les casernes et les commissariats

La Suisse intègre la promotion des droits de l'homme dans sa politique étrangère et mène des dialogues avec différents pays

8

#### Mary Robinson tire un bilan mitigé des sanctions

Interview du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

10

#### Avocats itinérants au service des plus pauvres

La DDC soutient en Bolivie un projet passionnant et couronné de succès

12

### La dernière forêt vierge d'Europe

Un combat pour la préservation de la réserve de Petchora-Iltch, dans la République russe des Komis

21

### Les partenaires aux 1000 projets

La DDC participe avec succès au Partenariat pour la paix

22

### DDC interne

23

## FORUM



### Des droits imparfaits conjugués au futur

Débat entre Urs Ziswiler, Mohamed-Salah Dembri et Emmanuel Kabengele Mpinga

24

**Carte blanche:** Ruth Segomotsi Mompoti, ambassadrice d'Afrique du Sud en Suisse, évoque la situation des femmes dans son pays

27

## DES PAYS ET DES GENS



### MOZAMBIQUE

#### Au pays des mines et des crevettes

Le Mozambique se remet de la guerre civile. Il place ses espoirs dans le tourisme et lutte contre la misère

14

#### Je voudrais qu'il pleuve à Chicumbane

La Mozambicaine Elsa Tivane parle de sa vie

18

## DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

### Il faut aller plus loin!

Réflexion de Jean-François Giovannini, directeur suppléant de la DDC, sur le développement social

19

### Quand les armes se sont tuées

En Erythrée et ailleurs, une équipe internationale de chercheurs planche sur la reconstruction

20

## CULTURE



### Instantanés d'une révolution sociale

Un projet de photos original en Tchéquie

28

Editorial	1
Périscopes	2
Au fait, qu'est-ce que le «targeting»?	23
Service	31
Courrier des lecteurs	32
Agenda	33
Impressum et bulletin de commande	33

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Editorial



Elle aura 50 ans ces jours, le 10 décembre exactement. Mais y a-t-il une raison de fêter cet anniversaire? Y a-t-il lieu de célébrer la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans laquelle ont été placés tant d'espoirs après les années sombres de la barbarie nazie et fasciste?

La question se pose devant d'autres horreurs qui défilent presque chaque jour sous nos yeux fatigués des images offertes par cette époque de nationalismes exacerbés, de petits et de grands conflits, de guerres « saintes », de soifs de pouvoir ponctuelles ou récurrentes. Purification ethnique et viols organisés en Bosnie, génocide à la machette au Rwanda, vieillards, femmes et enfants égorgés en Algérie, femmes mises en cage en Afghanistan et ce peuple opprimé presque à notre porte, au Kosovo, privé de l'usage de sa langue dans les écoles, donc condamné à perdre son identité.

Sommes-nous fatigués? On ne peut pas céder à la lassitude dans ce domaine. Car il ne peut y avoir ni paix, ni stabilité, ni progrès, sans respect des droits de l'homme. Ce n'est pas pour rien que le Conseil fédéral en a fait l'un des cinq objectifs de la politique extérieure de la Suisse, à côté de la démocratie et de l'Etat de droit. A ce propos, vous lirez les réflexions du Président de la Confédération en page 9.

Promouvoir ces valeurs est le pain quotidien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), appelée à mettre en œuvre les choix du gouvernement dans les secteurs d'intervention qui lui sont propres. Ainsi, les droits de l'homme font non seulement partie intégrante de ses programmes géographiques et sectoriels, mais aussi de ses évaluations. Parmi beaucoup d'autres informations, vous trouverez une description des actions entreprises et des difficultés rencontrées, ainsi qu'un exemple concret, dans notre dossier consacré à cette thématique fondamentale (pages 4 à 13).

Bonne lecture!

*Marco Cameroni, Chef médias et communication DDC  
(de l'italien)*

## Pomme de terre magique

Ces dernières années, le mildiou de la pomme de terre a détruit au moins 15 pour cent de la production mondiale. Dans les pays du Sud, il a causé un manque à gagner de 2,5 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent 750 millions de dollars pour l'achat de fongicides. Le fléau touche surtout l'Afrique subsaharienne. Le Centre international de la pomme de terre à Lima (Pérou) a produit une nouvelle génération de tubercules clonés qui devraient résister à toutes les formes connues de la maladie. Si cette variété réussit à s'imposer, les récoltes pourraient être jusqu'à 50 pour cent plus élevées dans nombre de pays africains. Et les agriculteurs d'Amérique latine réduiraient les quantités de pesticides, améliorant ainsi leurs revenus.

*Tiré de « Banque Mondiale Actualité », 6/98*



Sprague/CIRIC



Lan Siman Press

## Coups de fil en pagaille

Les satellites, les téléphones portables et les fibres optiques sont à l'origine d'une révolution téléphonique en Afrique. Ces dernières années, neuf Etats africains au sud du Sahara ont privatisé leurs entreprises de téléphone. Le nombre d'appels a explosé. Mais la vitesse des communications s'est également accrue, entraînant une diminution des tarifs. Jusque-là, un appel à l'étranger était souvent hors de prix. Le prix d'un raccordement téléphonique a aussi baissé, passant de 5000 à 1000 dollars en moyenne. Ces changements ont rapporté aux Etats des recettes de 2 milliards de dollars. Les promesses d'investissement pour les cinq à sept prochaines années se situent entre 4 et 6 milliards.

*Tiré de « Banque Mondiale Actualité », 5/98*

## Une grande soif d'or

Depuis 1990, la demande d'or a quadruplé et la production a augmenté de 46 pour cent. Bijoux, pièces de monnaie et lingots constituent environ 85 pour cent des achats annuels. Actuellement, l'exploitation des mines d'or est surtout lucrative dans les pays du Sud où les salaires sont bas et les réserves abondantes. C'est le cas des Philippines où le gouvernement cherche à promouvoir l'extraction de l'or pour rembourser ses dettes. Cela se fait au détriment de la population indigène dont les organisations craignent pour leurs terres et pour leur environnement encore intact.



Mark Edwards/Still Pictures

L'expérience leur a montré qu'en matière d'extraction précisément, tout ce qui brille n'est pas or.

*Tiré de « Südostasien », 1/98*

## Tapis roulant en ananas

Chaque plant d'ananas compte entre 80 et 100 feuilles. Considérées jusqu'ici comme des déchets, elles étaient jetées ou incinérées. Or, le « Jute Technological Research Laboratory », à Calcutta, a mis au point une machine qui débarrasse les feuilles d'ananas de leur couche cireuse pour que l'on puisse revaloriser les fibres : après un traitement mécanique, les fibres sont ramollies grâce à 16 cultures de bactéries différentes, puis elles servent de substitut au jute. Les longues fibres des feuilles d'ananas trouvent aussi des débouchés dans la fabrication de rideaux, de pneus ou de tapis roulants et sont une source de revenus appréciable pour les petits producteurs d'ananas.

*Tiré de « Appropriate Technology », 24/4*



Prenzel/Keystone



2

3



### Moins de méthane

Avec l'élevage de bovins, la culture du riz est en Asie l'une des principales sources d'émission (10 pour cent) du méthane, un gaz à effet de serre. Les agriculteurs pourront toutefois réduire ces émissions en appliquant les recommandations de l'Institut international de recherche sur le riz. Les recherches qu'il a entreprises en 1993 ont montré que les émissions de méthane varient selon la saison et la méthode culturale. Les chercheurs pensent

qu'il devrait donc être possible de réduire sensiblement les émissions en adaptant les modes de culture. Pour l'heure, ils testent et mettent au point les règles à appliquer. Tiré de «*entwicklung + ländlicher raum*», 2/98



### Des larmes inimitables

Alors que le premier caoutchouc synthétique aura bientôt 100 ans, le latex naturel vulcanisé reste très demandé. L'industrie n'est pas parvenue à l'imiter parfaitement. Sa part dans la production totale de caoutchouc se maintient donc depuis des années à 35 pour cent. La sève blanche de l'arbre à caoutchouc – «*Ca-hou-chou*» signifie «*arbre qui pleure*» dans la langue des Indiens Maninas – provient aujourd'hui en grande partie du Sud-Est asiatique. En tête, la

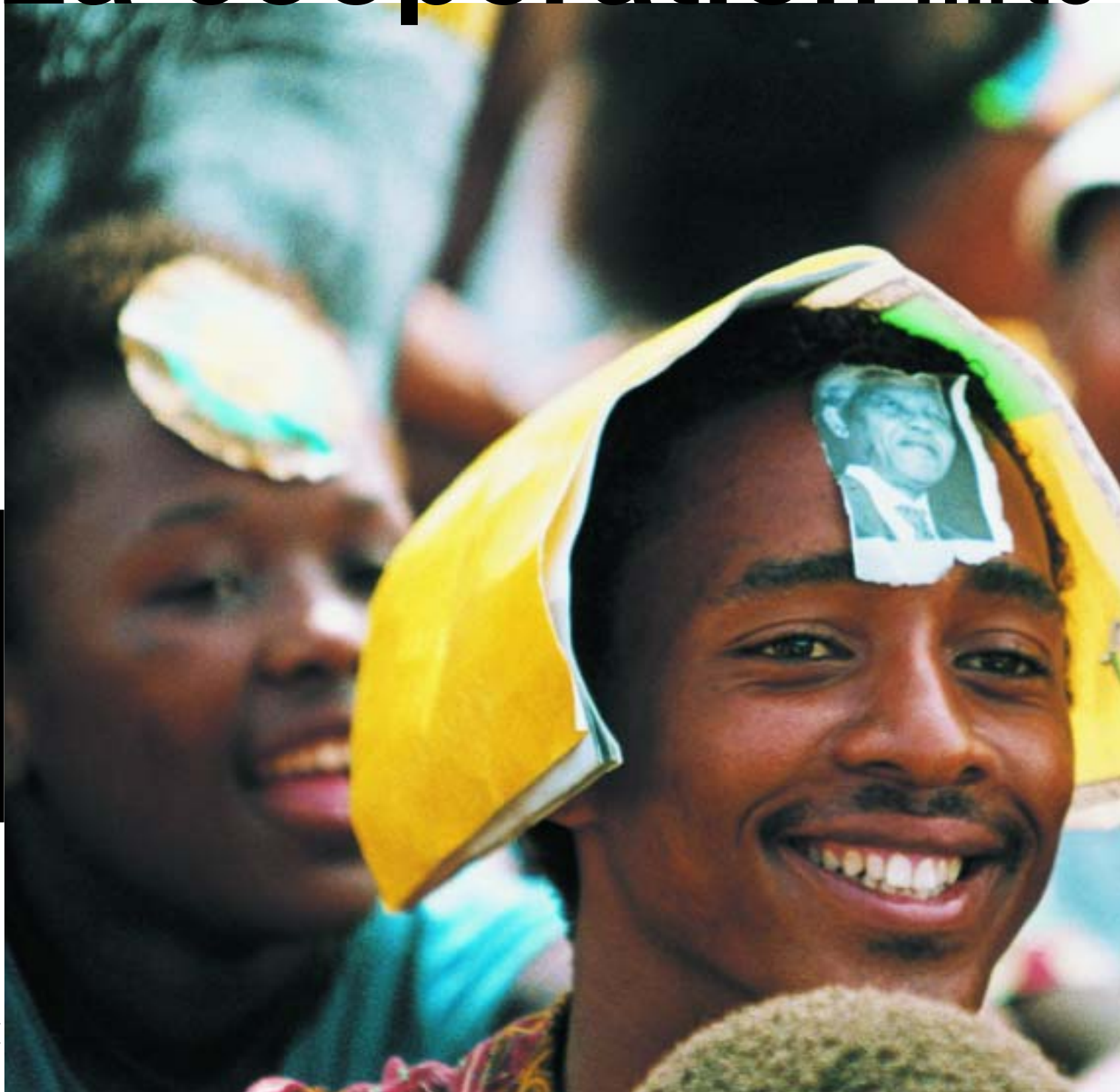
Thaïlande produit 1,8 million de tonnes par an. Elle est suivie de près par la Malaisie et l'Indonésie. Pour les habitants de ces régions, l'arbre à caoutchouc n'est pas seulement une source importante de revenus, il contribue aussi à lutter contre l'érosion. Tiré de «*natur*», 5/98



# La coopération flirte

DOSSIER

Jerome Delav/Koystone



La croissance économique ne suffit pas au bien-être d'un peuple. Pour être durable, le développement doit s'accompagner de progrès politiques. Les pays donateurs du Nord en sont convaincus désormais. Ils ne se contentent plus de construire des ponts ou d'irriguer des champs, mais incitent leurs partenaires du Sud à respecter les droits de l'homme. De Jane-Lise Schneeberger.

# avec les droits de l'homme



Un couple de paysans colombiens, Maria et Antonio, possèdent un lopin de terre qu'ils refusent de vendre à deux grands propriétaires fonciers. Un jour, 20 paramilitaires à la solde de ces derniers encerclent la ferme. Ils abattent Antonio et l'aîné des enfants, puis ordonnent à Maria de quitter les lieux. Elle porte plainte, mais la justice militaire ne donnera jamais suite. Avec ses huit enfants survivants, Maria vit aujourd'hui misérablement dans un bidonville. Faute d'argent pour payer le bus, les enfants ne vont plus à l'école.

Cette famille a été privée de nombreux droits prévus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). L'intervention des soldats viole le droit à la vie, à la sécurité et à la propriété. L'inaction de la justice viole le droit d'être entendu par un tribunal indépendant. Expulsée de sa terre qui la faisait vivre, la famille perd d'un seul coup ses droits à un niveau de vie suffisant, au logement, à l'alimentation, aux soins médicaux et à l'éducation.

## Les droits des uns et des autres

La DUDH, votée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies énonçait pêle-mêle tous les droits : les droits individuels qui protègent la personne contre les abus de l'Etat et les droits collectifs qui appellent une intervention de l'Etat pour le bien-être de la population. Les pays socialistes n'ont pas voté cette déclaration, la jugeant trop axée sur l'individu. Pour eux, la santé, l'instruction et le travail passaient avant la liberté d'opinion ou le droit à un avocat. En 1966, l'ONU a coupé la poire en deux. Elle a adopté un Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, un autre sur les droits civils et politiques.

La coopération a été marquée par l'antagonisme idéologique qui prévalait durant la guerre froide. Les pays du Sud recevaient une aide soit de l'Est, soit de l'Ouest. Aucun donateur occidental ne prenait le risque de reprocher à un allié du Sud ses violations de droits civils et politiques. « Si on le critiquait trop, il risquait de passer dans l'autre camp », explique Thomas Greminger, responsable de la Section politique et recherche à la DDC.

On le faisait d'autant moins que la notion de développement était alors exclusivement liée à la croissance économique. Les performances de pays comme l'Indonésie, la Thaïlande et la Corée du Sud ont longtemps fait croire que la démocratie n'était pas nécessaire à un développement durable. « La crise asiatique vient de démontrer le contraire », remarque M. Greminger.

Dès les années 80, les pays donateurs se sont rendu compte que les droits civils sont une garantie de stabilité, donc de développement durable. Ils ne l'ont affirmé ouvertement qu'après la chute du mur de Berlin, lorsque les droits de l'homme ont été partiellement dépolitisés. « Il ne sert pas à grand-chose de construire des bâtiments ou de fournir un appui aux paysans, si le cadre politique n'évolue pas », note Walter Kälin, professeur de droit international public à l'Université de Berne. « En cas de guerre civile, les bâtiments sont détruits. Quant aux paysans soutenus, ils risquent d'être considérés comme des opposants dans un régime dictatorial. »



Jenny Matthews/Lookat

## Six instruments à ratifier

La DUDH n'a aucune force obligatoire. Mais elle est à l'origine de toutes les conventions qui constituent l'ensemble des droits de l'homme et qui, elles, sont des instruments juridiques contraignants pour les Etats qui les ont ratifiées. En voici les six principales :

**1965** – Convention sur l'élimination de la discrimination raciale (150 ratifications)

**1966** – Pacte relatif aux droits civils et politiques (140 ratifications)

**1966** – Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (137 ratifications)

**1979** – Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes (161 ratifications)

**1984** – Convention contre la torture (104 ratifications)

**1989** – Convention sur les droits de l'enfant (191 ratifications)

4

5





Basile Schmitt

## Droits de l'homme

### Un mauvais genre

Les droits de l'homme sont aussi ceux de la femme. Au nom de l'égalité, on voit apparaître dans le monde francophone des expressions qui tiennent compte des deux sexes. Les autorités canadiennes parlent des droits de la personne. Estimant que le langage ne peut se permettre de promouvoir un seul genre, surtout dans ce domaine, Amnesty International recommande trois variantes non sexistes : droits de la personne humaine, droits humains et droits de l'être humain. D'autres préconisent droits de l'individu. L'ONU s'en tient à droits de l'homme et l'administration fédérale applique la terminologie choisie par les Nations Unies.

### Indivisibles et universels

La conférence mondiale réunie à Vienne en 1993 a réaffirmé que les droits de l'homme étaient universels et indivisibles. En clair, ils sont valables dans tous les pays et les deux catégories de droits dépendent l'une de l'autre.

Un niveau de développement insuffisant ne peut plus être invoqué pour justifier une limitation des droits civils et politiques. « La pauvreté n'excuse ni la torture, ni le terrorisme d'Etat », résume le professeur Thomas Fleiner, directeur de l'Institut du fédéralisme, à Fribourg.

Mohamed-Salah Dembri, ambassadeur d'Algérie auprès des Nations Unies à Genève, nuance cependant la notion d'indivisibilité : « A quoi bon vanter les vertus du suffrage universel à une population affamée et analphabète ? Il faut satisfaire ses droits économiques, sociaux et culturels, pour entraîner inévitablement le développement des droits civils et politiques. »

Depuis 1989, les agences de développement ont planché sur les moyens de promouvoir les droits de l'homme. Selon une enquête réalisée par le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la plupart ont adopté la même politique. Si elles ont affaire à un gouvernement borné, elles coopèrent avec

la société civile, soutenant les catégories vulnérables ou défavorisées : pauvres, enfants, femmes, minorités, indigènes, handicapés... Jacqueline Damon, administratrice principale à l'OCDE, relève que les résultats de cette politique sont souvent décevants et doivent être évalués sur une très longue période. D'autre part, les organisations non gouvernementales (ONG) qui comptent sur un financement extérieur sont parfois suspectes aux yeux des autorités.

Si le gouvernement se montre réceptif, les pays donateurs peuvent contribuer à une réforme des institutions responsables de violations : l'appareil judiciaire, l'armée, la police, la gendarmerie et le système pénitentiaire. Le personnel doit être formé et l'institution restructurée. Un soutien peut être apporté à des campagnes de sensibilisation, d'éducation civique, à une réforme législative ou à l'organisation d'élections.

Pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE, les projets de renforcement des institutions représentent en moyenne 150 millions de dollars par an. Un chiffre basé sur des données incomplètes, car certains pays ne notifient pas la ventilation précise de leurs dépenses. L'ordre de grandeur reste très modeste comparé aux 47,8 milliards engagés en 1997 par ces pays dans l'aide publique au développement.





Davy/Vu

6

7

« Le renforcement des institutions demande des investissements à long terme. Or, les agences d'aide gouvernementales préfèrent souvent des actions dont les résultats se voient rapidement », commente Yolande Diallo, du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. A la demande des gouvernements, le Haut Commissariat accorde également une aide de ce type. En 1998, il devrait consacrer 18 millions de dollars au financement de 67 projets.

### Le bâton et la carotte

Autre méthode pour amener les récalcitrants sur le chemin de la démocratie : la « conditionnalité ». Si le pays bénéficiaire ne remplit pas certaines conditions, l'aide peut être suspendue ou réduite. Conscients que ces sanctions pénalisent les plus pauvres, les donateurs n'y recourent que si les violations sont très graves et qu'il n'y a aucune possibilité de coopérer avec des institutions non étatiques. Pour Thomas Fleiner, la conditionnalité doit être appliquée de manière conséquente : « Si on fait des exceptions, on perd sa crédibilité. C'est le cas des Etats-Unis, qui se montrent très tolérants avec la Chine, mais beaucoup moins avec la Libye, l'Irak, la Serbie ou l'Iran. »

La plupart des pays donateurs privilégient le dialogue politique. C'est un travail de persuasion, mené au plus haut niveau. Des contacts réguliers sont établis avec les pays partenaires afin d'évaluer les projets susceptibles d'améliorer le respect des droits de l'homme.



Kadir van Lohuizen/VU

# Zoom sur les casernes et les commissariats

Promouvoir le respect des droits de l'homme est un des cinq objectifs de la politique extérieure de la Suisse dans les années 90. Dans le domaine du développement, cela signifie la fin de la coopération strictement technique et l'apprentissage de nouvelles formes d'aide qui touchent des domaines politiquement délicats.

(jls) L'engagement officiel de la DDC en faveur des droits de l'homme n'a que cinq ans. Les questions qu'il soulève sont toujours d'actualité. L'aide doit-elle être liée aux performances du pays en matière de droits de l'homme? Ou réorientée de manière à passer exclusivement par des organisations non gouvernementales (ONG)? Est-il judicieux de l'accompagner par un dialogue politique?

Pour l'ambassadeur Urs Ziswiler, chef de la Division politique IV du DFAE, l'aide doit tenir compte du respect des droits de l'homme et être accompagnée sur le plan politique. «Nous devons évaluer régulièrement la situation et, sur cette base, décider éventuellement des mesures à prendre. Celles-ci peuvent aller, dans le pire des cas, jusqu'à la suspension de la coopération. La Suisse l'a fait avec la Bolivie en 1980.» A la DDC, on est très réticent à l'idée du retrait: «Si les violations sont dues à une défaillance des institutions, il est inutile de suspendre l'aide. Cela ne rendra pas les policiers ou les juges plus compétents. Nous voulons mettre l'accent sur des mesures positives et sur le dialogue», note Thomas Greminger, de la DDC. Quant à la conditionnalité, elle est utilisée dans les rares cas où le gouvernement fait preuve d'un manque de volonté politique évident.

## Cap sur les ONG

Considérant qu'il n'existe pas de recette applicable partout, la DDC a une approche différenciée d'un

pays à l'autre. Ainsi, en Russie, elle soutient, par le biais de l'association Liberty Road, 23 ONG actives dans le domaine des droits de l'homme. Parmi elles, «Memorial», qui fait des recherches historiques sur la répression politique dans l'ex-Union soviétique, et le Centre des droits de l'homme, qui assiste les victimes d'infractions. Le Comité des mères de soldats se consacre aux militaires dont les droits sont massivement violés au sein de l'armée. Il fait de nombreuses visites d'inspection dans les casernes. Une autre ONG se préoccupe de la mort de soldats en temps de paix, victimes le plus souvent de négligences ou de violations des droits de l'homme.

La Suisse participe aussi au renforcement des institutions étatiques, en collaboration avec des gouvernements désireux d'améliorer la situation. Au Mozambique, elle soutient une réforme de la police, initiée en 1996 par le président Joaquim Chissano. Ce dernier a nommé un nouveau ministre de l'intérieur et remanié le commandement de la police. Les nouvelles autorités ont demandé l'appui de la communauté internationale pour conduire un programme de réformes. Responsables de passages à tabac, d'arrestations arbitraires ou d'exécutions extrajudiciaires, les forces de l'ordre doivent recevoir la formation nécessaire afin de respecter les droits de l'homme. Les cadres suivront un cours de trois ans à l'université, 3500 agents subalternes recevront une formation plus brève.





Kahana/AFP



Ugarte/AFP



Senna/AFP

Au Pakistan, la DDC finance un programme de l'Organisation internationale du travail (OIT) dont l'objectif est de réduire graduellement le travail abusif des enfants en cherchant des alternatives viables pour eux et leurs familles. Elle soutient aussi un théâtre de rues qui explique les droits de l'homme, une association d'avocats qui s'occupe de femmes et d'enfants emprisonnés, ainsi qu'un projet de l'UNICEF contre les discriminations des femmes et des filles.

A la suite des essais nucléaires pratiqués en mai dernier par l'Inde et le Pakistan, les modalités de la coopération ont été révisées. Les dépenses pour ces deux pays seront réduites de 4,5 millions de francs jusqu'à fin 1999. La Suisse renonce aux projets d'infrastructure, comme l'irrigation, qui la liaient aux gouvernements centraux. Désormais, elle orientera son aide vers la lutte contre la pauvreté, la décentralisation, les droits de l'homme et le renforcement de la société civile.

## Dialogues sur les droits de l'homme

De son côté, la Division politique IV, chargée des droits de l'homme et de la politique humanitaire, a établi des dialogues politiques bilatéraux sur les droits de l'homme avec quatre pays (Viêt-nam, Chine, Maroc et Pakistan). Les diplomates suisses et leurs

partenaires commencent par identifier les problèmes au niveau politique. Puis les interlocuteurs déterminent, en étroite collaboration avec la DDC, quels projets sont de nature à améliorer la situation.

La première difficulté consiste à trouver un pays qui accepte le dialogue. « Certains craignent qu'on vienne leur donner des leçons. C'est précisément ce que veut éviter la Suisse. Son approche est basée sur le partenariat », explique Urs Ziswiler. « Nous devons d'abord convaincre ces gouvernements que les droits de l'homme, à l'origine une invention occidentale, sont aussi importants pour eux. Qu'il soit Suisse, Chinois ou Rwandais, un prisonnier maltraité souffre de la même manière. »

## Pool d'observateurs

A partir de 1999, la Suisse formera environ 50 observateurs des droits de l'homme, qu'elle mettra à la disposition d'organisations internationales comme l'ONU ou l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Intégrés au Corps suisse d'aide en cas de catastrophe, ces experts seront mobilisables en peu de temps pour des missions de trois mois en moyenne. Ils devront établir des rapports sur les violations des droits de l'homme et apporter un soutien au système national de justice ou à la société civile. Ils pourront être appelés à servir d'ombudsman envers les autorités ou à faciliter le retour de réfugiés. Le pool lui-même sera composé de Suisses, mais les cours de formation seront également ouverts aux ressortissants de pays du Sud et de l'Est.

8

9

## Des liens de plus en plus évidents

Ces dernières années, et encore plus ces derniers mois en raison de la crise asiatique, il est devenu de plus en plus évident qu'il existe des liens étroits entre un système de gouvernement ouvert et démocratique, le respect des droits de l'homme et les conditions nécessaires à développement économique et social durable. La politique internationale en matière de développement pose donc à juste titre comme postulat que les progrès économiques et politiques sont interdépendants.

Au niveau de sa politique étrangère et de développement, la Suisse a déjà reconnu cette interdépendance dans le *Rapport sur la politique extérieure* et dans les *Lignes directrices Nord-Sud du Conseil fédéral*. Elle a développé de nouvelles stratégies qui font appel à la diplomatie et à la coopération internationale pour promouvoir le respect des droits de l'homme. Il s'agit notamment d'exploiter au mieux les synergies qu'offre la mise en œuvre de divers instruments tels que le dialogue sur les droits de l'homme et la coopération au développement.

Les directives parues récemment sous le titre *Promotion des droits de l'homme et coopération au développement* sont aussi rédigées dans cet esprit. Elles démontrent que la coopération internationale joue un rôle essentiel dans la promotion des droits de l'homme, qu'il s'agisse de sensibiliser les populations et les décideurs ou de créer les capacités et les institutions nécessaires. Les principes énoncés n'existent pas que sur le papier : dans une demi-douzaine de pays du Sud et de l'Est avec qui elle coopère, la Suisse a choisi de mettre l'accent sur la promotion des droits de l'homme et de l'Etat de droit. Dans certains cas, ce programme est associé à un dialogue sur les droits de l'homme mené par la Direction politique.

Flavio Cotti

Président de la Confédération

## Ambassadeurs particuliers

Trois personnalités suisses ont été mises à disposition de la communauté internationale pour des missions liées à la promotion des droits de l'homme :

### Gret Haller

est médiatrice pour les droits de l'homme en Bosnie. Son mandat devrait se terminer en l'an 2000.

### Gérard Stoudmann

dirige le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE, à Varsovie. Il a été nommé en mars 1997 pour un mandat de trois ans.

### Tim Guldemann

est responsable de la mission de l'OSCE en Croatie depuis octobre 1997.



Re: Hopkins/Vu

# Mary Robinson tire un bilan mitigé des sanctions

Droits de l'homme



Après avoir été la première femme à la tête de l'Etat irlandais, Mary Robinson a pris l'année dernière les fonctions de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Agée de 54 ans et mère de trois enfants, cette juriste est connue pour son engagement et sa ténacité.

L'efficacité de la coopération au développement ne se mesure plus depuis longtemps à la progression des indicateurs économiques du pays bénéficiaire. La communauté internationale – et la DDC en particulier – accorde la plus grande attention au respect des droits de l'homme. Mais est-il possible d'en faire une condition à la coopération ? Y a-t-il d'autres voies ? *Un seul monde* en a parlé avec Mary Robinson, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Interview par Marco Gehring.

**Un seul monde: Les agences d'aide gouvernementales incluent désormais les droits de l'homme dans leur politique de développement. Qu'attendez-vous de leur action dans ce domaine ?**

**Mary Robinson:** Ces agences sont, en général, le reflet des gouvernements qui les ont créées. Au moment où la plupart des gouvernements donateurs considèrent que le respect des droits de l'homme est un facteur déterminant pour la stabilité et la prospérité des pays bénéficiaires, il est normal que ce paramètre soit pris en compte par leurs auxiliaires qui opèrent sur la scène internationale.

Alors que la mondialisation englobe l'ensemble des relations internationales, il faudrait souhaiter que ces agents, dont certains disposent de moyens colossaux, ne se contentent pas d'ajuster leur politique de manière à intégrer les droits de l'homme. Ils devraient aussi coordonner leurs actions afin de limiter les doubles emplois qui ne peuvent qu'entraîner des pertes de rares ressources disponibles. Toutes proportions gardées, les pays nordiques et l'Union

européenne sont deux exemples d'ensembles étatiques qui s'affirment dans cette direction.

**Un seul monde: Que peuvent apporter ces agences au mouvement de modernisation de la vie publique internationale ?**

Celles-ci ont toujours œuvré au renforcement du régime des droits de l'homme, même si la terminologie utilisée ne le reflétait pas suffisamment. Je ne peux que dire mon soutien à l'action de ces agences dont l'apport est essentiel à l'œuvre entreprise au niveau national, avec souvent des moyens dérisoires. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en raison de son rôle de coordinateur au niveau global, pourrait utilement contribuer à la définition des secteurs prioritaires d'intervention des agences d'aide au développement. Il garantirait la transparence et la neutralité desdites interventions.

**Un seul monde: Faut-il lier l'aide au développement à une amélioration des droits de l'homme ? Les sanctions dans ce domaine – refuser l'aide**





Re: Hopkins/Vu

### **aux pays qui ne respectent pas les droits de l'homme – ne risquent-elles pas de frapper uniquement la population ?**

L'aide au développement peut être une mesure incitative pour les gouvernements qui souhaitent promouvoir les droits de l'homme. Il est donc vivement recommandé que, sans qu'elle puisse constituer une conditionnalité, cette aide concoure au renforcement des droits de l'homme là où elle est dispensée. Ceci suppose un accord des parties sur les modalités de répartition de cette aide entre les diverses composantes du programme.

L'amélioration de la situation des droits de l'homme peut être due à deux types de facteurs. Le premier type porte sur les mesures de promotion, principalement à travers des projets de coopération technique et la fourniture de services consultatifs. Cette fonction revêt essentiellement un caractère préventif. Le second type, lui, porte sur les mesures dites de protection et découle de l'activité gouvernementale. Le recours aux sanctions devrait plutôt être considéré comme moyen de pression ultime en cas de violation avérée des droits de l'homme.

### **Un seul monde: Quand peut-on recourir aux sanctions et qui en a le pouvoir ?**

La décennie qui s'achève a fait l'expérience de sanctions comme remède aux violations du droit international, avec à l'origine des violations massives et répétées des droits de l'homme. On ne peut cependant qu'en tirer un bilan mitigé. Ces sanctions adoptées par les Nations Unies sont souvent intervenues tardivement à la suite de génocide ou d'actes d'agression. L'Irak est le cas le plus récent sur lequel les Nations Unies ont soutenu à l'unanimité l'imposition de telles sanctions. Au bout d'une année, leur impact sur les groupes les plus fragiles de la société (femmes, enfants, démunis, personnes âgées) a été tel que la sous-commission des droits de l'homme, puis la commission, ont remis en cause le bien-fondé de la poursuite d'une telle politique. Le consensus qui avait présidé à l'adoption de ces sanctions fait aujourd'hui défaut pour leur levée intégrale. Présentement, il n'existe malheureusement aucun

procédé par lequel les sanctions internationales affecteraient directement les gouvernants.

### **Un seul monde: A part le refus net de certains gouvernements, quels sont les obstacles à une promotion des droits de l'homme par le biais de l'aide au développement ?**

Si l'aide au développement liée au respect des droits de l'homme peut parfois provoquer des réticences, voire des résistances de la part de certains gouvernements, il est peu probable que la promotion des droits de l'homme par le biais de l'aide au développement soit rejetée.

Des obstacles existent et varient en fonction de la situation particulière des pays bénéficiaires. D'une part, les gouvernements demandeurs expriment souvent la crainte qu'une proportion importante de l'enveloppe destinée au développement soit distraite de l'objectif de la croissance vers des buts plus sociaux et politiques qu'économiques. D'autre part, même lorsque le bénéficiaire a reçu les assurances que l'enveloppe convenue ne sera pas détournée vers un objectif autre que le développement dans sa conception traditionnelle, il demeure toujours un doute quant à la possibilité qu'a le donateur de lier la mise à disposition effective de l'aide à l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

10

11

# Avocats itinérants

Pendant longtemps, on a pensé que rien ne pourrait combler les lacunes de la justice bolivienne. Les tribunaux ont toujours travaillé lentement, les procédures sont coûteuses et complexes, la jurisprudence subit l'influence de la corruption et des pressions politiques. Les catégories défavorisées sont les premières à souffrir de cette situation. Des équipes d'avocats itinérants soutenus par la DDC sillonnent désormais le pays pour garantir l'égalité devant la loi et une juste exécution des peines. De Romeo Rey\*.



Toni Linder

« Méfie-toi de la femme chilienne, de l'ami péruvien et de la justice bolivienne ! » Voilà le conseil que les Boliviens donnent parfois aux étrangers qui arrivent dans le pays.

« Autrefois, lorsque la police vous arrêtait, elle pouvait vous laisser croupir pendant des mois en prison. Mais elle pouvait tout aussi bien vous relâcher le lendemain », raconte la juriste Katia Saucedo, ancienne sous-secrétaire à la politique des droits de l'homme du Ministère bolivien de la justice. « Tout dépendait de l'humeur de l'officier de garde. Le détenu qui n'avait pas d'argent liquide devait s'endetter ou vendre sa maison pour prendre un avocat et obtenir sa libération. »

Les personnes démunies, notamment les indigènes qui sont majoritaires en Bolivie, étaient livrées sans défense à l'appareil judiciaire. Outre le manque d'argent, la méconnaissance du système leur était fatale. Au terme de leurs études, les jeunes avocats étaient certes tenus de passer une année à étudier des cas pénaux touchant les couches sociales inférieures. N'étant pas rémunérés, la plupart d'entre eux se défilaient toutefois à la première occasion.

Sur la base d'un accord passé entre le gouvernement bolivien et la Suisse, des équipes d'avocats itinérants

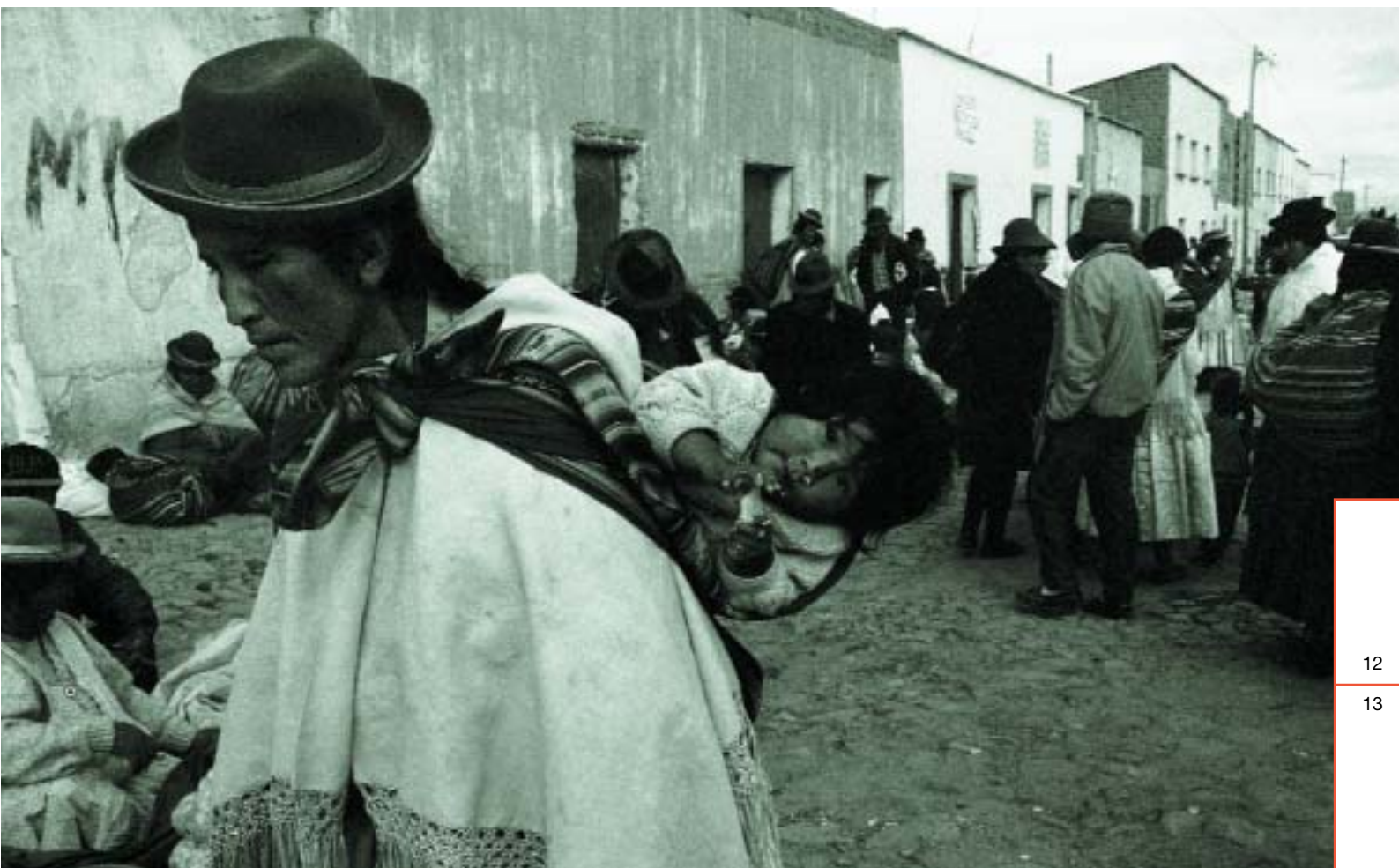
ont été mises sur pied en 1996. Leur travail consiste à fournir gratuitement des conseils juridiques à la population défavorisée. Ils bénéficient du soutien financier et théorique de la COSUDE, nom de la DDC en Amérique latine. Ces équipes mobiles circulent surtout dans les départements de La Paz, Cochabamba, Chuquisaca et Potosí. Elles ont pour objectif d'assurer à toutes les couches de la population le même accès à la justice et une juste exécution des peines.

## Renforcer l'Etat de droit

Ce projet a vu le jour dans le cadre de vastes réformes à long terme du système judiciaire bolivien. A côté des équipes d'avocats itinérants, ce processus a déjà permis la suppression des peines d'emprisonnement pour dettes, la simplification des procédures, l'introduction d'organes de conciliation pour régler les différends avant qu'ils ne deviennent des cas judiciaires et la création d'une commission parlementaire chargée de veiller au respect des droits de l'homme. Contrairement à ce qui se passait habituellement en Bolivie, ce programme de réformes a survécu sans encombre à plusieurs changements de gouvernement. Avec l'aide de divers pays industrialisés, des dirigeants politiques locaux s'efforcent depuis 1985 d'adapter les structures institutionnelles et économiques de leur pays aux exigences actuelles et futures. Tous ces efforts visent à renforcer l'Etat de droit. Et la démocratisation de la justice en est un élément clé. Les avocats commis d'office qui composent les équipes itinérantes assument un rôle essentiel dans la modernisation de la jurisprudence. « Nous avons préparé à cette mission 50 personnes, dont plus de la moitié de femmes », explique Katia Saucedo. Ces avocats itinérants examinent les demandes d'assistance de détenus démunis et entreprennent toutes les démarches nécessaires, sur le plan juridique et administratif, pour trouver la solution la plus équitable. Ils veillent en particulier à ce que la justice ou la police ne prennent pas de mesures contraires aux droits de l'homme.



# au service des plus pauvres



Toni Linder

## Etudiants bénévoles

Ces deux dernières années, des dizaines de séminaires ont été organisés pour expliquer aux juges, aux policiers et aux soldats, mais aussi aux représentants d'organisations populaires, la raison d'être des avocats itinérants. Plus de 200 bénévoles, en majorité des étudiants de l'Université catholique bolivienne, ont offert leurs services à l'organisation non gouvernementale «Capacitación y Derechos Ciudadanos» pour servir d'assistants aux avocats commis d'office. «Les avocats et les bénévoles sont un nouvel espoir pour nous», déclare Libardo Rendón, incarcéré à la prison Panóptico de La Paz. «Ils nous rappellent enfin que, même en prison, nous avons des droits. La plupart d'entre nous moisissent depuis des années derrière les barreaux parce que leurs avocats ne font rien.» José Aramayo, détenu dans la même prison, reprend lui aussi courage: «Nous nous étions résignés à notre sort, convaincus que les lois sont inutiles, et parce que la corruption nous empêchait de sortir d'ici.»

Depuis mai 1996, les équipes itinérantes ont traité quelque 5000 affaires et elles ont obtenu une libération dans la moitié des cas. La grande majorité des bénéficiaires vivent à la campagne. Ainsi, pour la première fois depuis des siècles, les indigènes de Bolivie et les campesinos peuvent se dire que la justice n'est pas le privilège exclusif des riches de race blanche.

(De l'allemand)

\* Le Suisse Romeo Rey est depuis 1974 le correspondant en Amérique du Sud du quotidien allemand *Frankfurter Rundschau*.

# Au pays des mines et des crevettes

Le Mozambique se remet lentement de plusieurs décennies de guerre civile. Le gouvernement et les anciens rebelles sont parvenus à un accord fragile de cohabitation pacifique qui favorise une croissance économique rapide. Hélas, la plupart des habitants ne profitent pas de ce boom et continuent de vivre dans une pauvreté absolue. De Hans Brandt\*.

Maputo respire la joie de vivre et le redémarrage économique : fruits de mer frais dans les cafés, rythmes afro-cubains dans les boîtes de nuit, bains de soleil sur la plage, frénésie des affaires et commerce en pleine expansion. On croirait que la capitale est redevenue Lourenço Marques, la légendaire métropole balnéaire de la colonie portugaise. S'il n'y avait ces grappes d'enfants estropiés qui mendient devant chaque restaurant, les bidonvilles boueux qui ceinturent l'agglomération, les rues défoncées et les fusillades nocturnes, on en viendrait à oublier que trente années de guerre civile séparent la « L.M. » coloniale du Maputo d'aujourd'hui.

Le Mozambique est l'un des rares pays africains où l'évolution récente est positive. Après les premières élections libres de 1994, ce pays côtier du sud-est de l'Afrique a trouvé une stabilité politique dont il n'avait même pas osé rêver durant des années. Depuis, il avance à grands pas sur la voie du progrès. Alors qu'il était le pays le plus pauvre du monde il y a quelques années à peine, son économie a enregistré une croissance de 8 pour cent en 1997. Le cours de la monnaie locale s'est enfin stabilisé et l'inflation est maintenue à un niveau supportable. L'exploitation minière et les projets d'infrastructure attirent les investissements étrangers par milliards.

## Chef tribaux et potentats locaux

En dehors de Maputo, les séquelles de la guerre civile sont bien présentes. Plus de 70 pour cent des 18 millions d'habitants vivent à la campagne, dans une pauvreté absolue. Les routes sont à peine praticables, alors que les écoles et les dispensaires se trouvent souvent à des dizaines de kilomètres. L'eau et les semences font défaut. Les mines antiperson-

nel, qui ont terrorisé la population rurale pendant la guerre, guettent encore sournoisement le passant, même sur les chemins les plus écartés.

Le gouvernement du président Joaquim Chissano, l'équilibre politique relatif qui règne au parlement, les taux de croissance et les débats budgétaires n'ont guère d'importance aux yeux de la grande majorité des Mozambicains. Pour eux, Maputo est très loin. Les villages isolés sont dirigés par des chefs tribaux et des potentats locaux qui tirent leur puissance de la tradition ou du contrôle des rares ressources. Même les colons portugais n'ont jamais réussi à contrôler entièrement ce pays qui s'étend sur presque 2500 kilomètres de côtes.

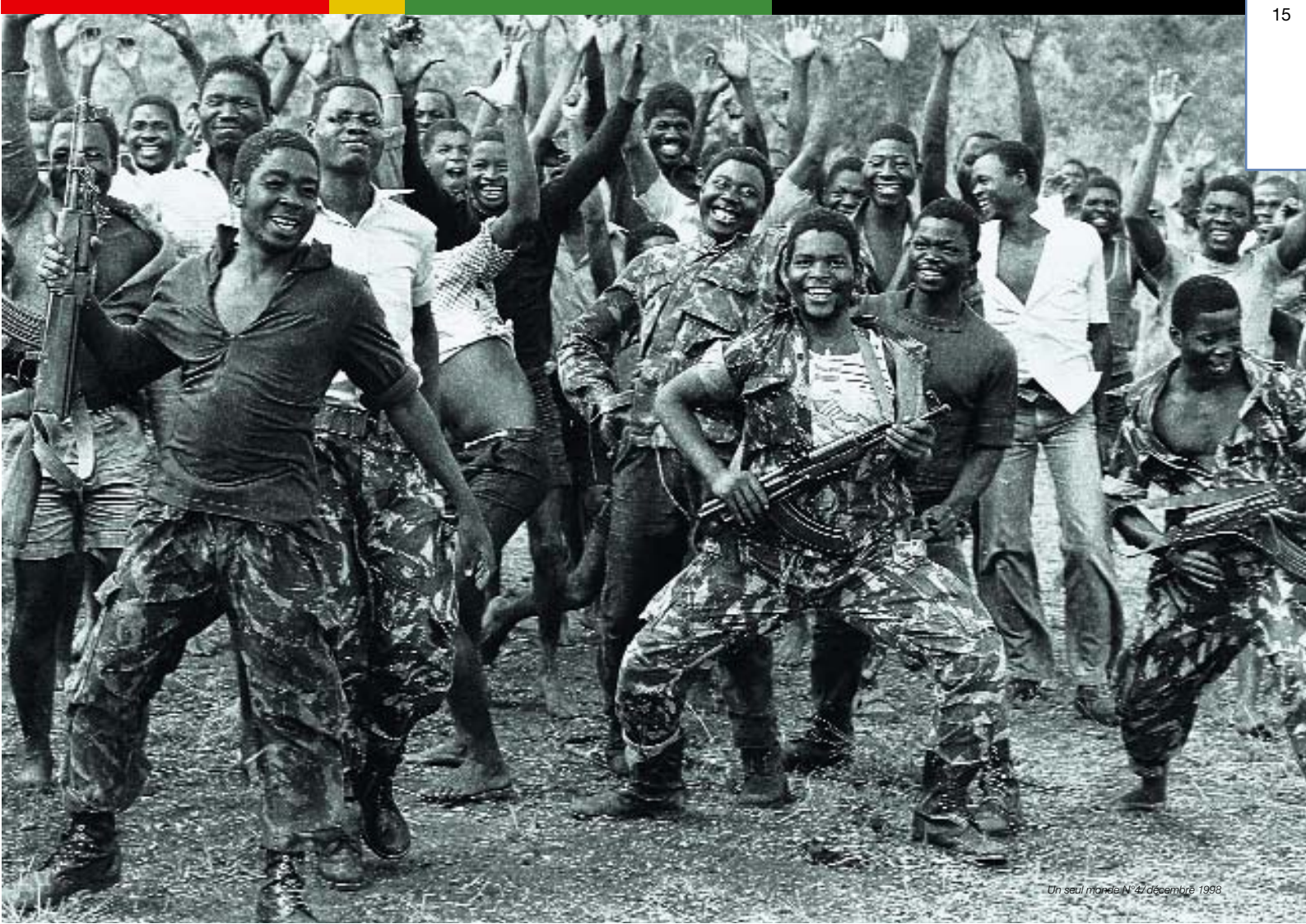
De Maputo, à l'extrême sud du pays, il est certes possible de se rendre par la route à Beira, deuxième ville du Mozambique, mais le trajet est très pénible. Il est encore plus difficile d'aller à Nacala, grand port situé plus au nord. Les liaisons aériennes sont peu fiables et les télécommunications laissent à désirer. De plus, des tensions ethniques déchirent une population dont les membres ne parlent pas tous la même langue : seul un cinquième environ des Mozambicains parlent le portugais, qui est la langue officielle.

Pour toutes les régions du pays, les relations avec la capitale sont souvent moins importantes que les contacts avec un pays voisin. Ainsi, Beira est l'accès privilégié à la mer pour le Zimbabwe, pays intérieur dépendant de cette artère vitale qu'est le « couloir de Beira » (route, voie ferrée et oléoduc). Nacala jouera bientôt le même rôle clé pour le Malawi. L'Afrique du Sud reste pourtant de loin le voisin le plus puissant, qui influe depuis des décennies sur l'histoire du Mozambique.





14



15





Oric



## Faits et chiffres

**Superficie**  
799 380 km<sup>2</sup>

**Côte**  
2 470 km

**Population**  
18 millions

**Croissance démographique (1990-1995)**  
4,2 % par an

**Croissance économique (1997)**  
8,0 %

**Espérance de vie**  
47 ans

**Mortalité infantile**  
14,6 %

**Taux d'analphabétisme**  
70 %

**Revenu par habitant**  
1997: 150 dollars par an  
1994: 80 dollars par an

**Part de l'agriculture dans le PIB**  
33 %

**Part de l'agriculture dans l'emploi**  
80 %

**Endettement**  
5,6 milliards de dollars

**Principaux produits d'exportation**  
crevettes, noix de cajou, coton

Le récent mariage de Nelson Mandela avec Graça Machel, la veuve du premier président mozambicain Samora Machel, symbolise les rapports très étroits qui unissent les deux pays. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Lorsque le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), de gauche, a pris le pouvoir en 1975, la minorité blanche au pouvoir à Pretoria s'est sentie menacée. Elle a réuni des mécontents au sein d'une organisation rebelle créée de toutes pièces, la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), elle a formé ses soldats et les a armés. La guerre civile qui suivit fut particulièrement atroce, car la RENAMO agissait souvent comme une organisation terroriste. Des dizaines de milliers de personnes ont fui vers les pays voisins et il a fallu attendre l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud, en 1990, pour que la guerre prenne fin. Aujourd'hui, le FRELIMO est largement majoritaire au parlement, mais les anciens rebelles de la RENAMO ont formé une opposition politique dont il faut tenir compte.

Les premières élections communales, à fin juin, ont démontré à quel point le système politique est encore fragile. La RENAMO a boycotté le scrutin en raison d'irrégularités lors de sa préparation. Le jour même, ce fut la pagaille. Moins de 15 pour cent des électeurs ont participé au vote. Le parti gouvernemental est partout sorti victorieux.

## Un parc Krüger international

Le développement économique semble promis à un avenir plus prometteur. Le gouvernement de Nelson Mandela mise sur l'intégration régionale dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe. On prévoit d'agrandir le port de Maputo et d'en faire à nouveau, comme à l'époque coloniale, la principale place de transbordement pour la région industrielle de Johannesburg. L'Afrique du Sud investit des milliards dans la construction du « couloir de Maputo », dont les larges autoroutes et la voie ferrée moderne raccourciront la durée du trajet jusqu'à la côte. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le groupe de consultation des pays donateurs citent aujourd'hui le Mozambique en exemple. Le pays bénéficiera l'année prochaine de l'initiative de désendettement du FMI en faveur des pays pauvres. Concrètement, une grande partie de la dette extérieure de 5,6 milliards de dollars fera l'objet d'une remise. De quoi donner un nouvel élan au développement.

Même si l'agriculture occupe une place cruciale dans l'économie, de vastes terrains cultivables sont en friche. Le secteur minier présente aussi un potentiel impressionnant. Le sous-sol à proximité des côtes renferme des gisements de gaz naturel commercialement intéressants et probablement aussi du pétrole.

Mais c'est le tourisme qui servira de moteur à la croissance et qui créera la majorité des emplois dans les régions reculées. Un milliardaire américain s'est d'ores et déjà réservé les droits d'exploitation sur 200 000 hectares de réserve naturelle au sud de Maputo. Les projets des gouvernements mozambicain, sud-africain et zimbabwéen sont encore plus audacieux. Ils envisagent d'étendre le célèbre parc national sud-africain Krüger vers le Mozambique et le Zimbabwe, pour en faire un parc international de plus de 95 000 kilomètres carrés, où les animaux pourraient reprendre les migrations que les clôtures des fermiers entravent depuis des décennies. De plus, ce serait profitable aux habitants de ces régions quasiment inexploitées.

Le Mozambique n'attirerait plus seulement les riches touristes sud-africains, mais aussi les visiteurs européens et américains avec leurs devises. La croissance semble assurée pour Maputo et le sud du Mozambique, mais pour le reste du pays, l'avenir reste incertain.

(De l'allemand)

\* Hans Brandt est correspondant du *Tages-Anzeiger* et de la *Frankfurter Rundschau* en Afrique australe. Il vit à Johannesburg.







Sean Smith/Keystone

## De la Missão Suíça à une véritable coopération au développement

Les premières relations entre le Mozambique et la Suisse remontent à 1880. Cette année-là, des missionnaires suisses ont fondé la Missão Suíça, où nombre de personnalités mozambicaines ont ensuite étudié. La coopération au développement a débuté en 1979 par des projets dans les domaines de la santé, de l'agriculture ainsi que de l'approvisionnement en eau et en nourriture.

Depuis 1982, la DDC possède un bureau de coordination à Maputo. C'est de là qu'elle coordonne le programme de quatre ans prévu jusqu'en 2002, qui représente environ 22 millions de francs par année. Dans le cadre de ce programme, la Suisse s'occupe avant tout de la coordination entre les pays donateurs, du dialogue avec le gouvernement, du développement de programmes sectoriels et de la transparence. En voici les principaux points :

**Gestion gouvernementale :** En collaboration avec l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE), la DDC accorde son appui au Ministère des finances et de la planification, notamment dans le domaine macro-économique (équilibre budgétaire et formation). En marge de la promotion du processus de démocratisation, la Suisse a apporté cette année son aide à l'organisation des élections, à la réforme de la police ainsi qu'à un programme de promotion des droits de l'homme.

**Santé :** La Suisse collabore étroitement avec le Ministère de la santé. Elle lui assure une aide budgétaire pour couvrir ses dépenses courantes et le concours de conseillers pour l'appuyer dans sa restructuration. Un programme visant à développer l'aide sanitaire communale verra bientôt le jour.

**Eau :** Le travail de la Suisse consiste surtout à coordonner les projets qu'elle mène avec les Pays-Bas, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ils comprennent l'approvisionnement en eau à la campagne, un programme de formation et une aide institutionnelle.

**Société civile :** Dans ce domaine, les projets ont pour but d'améliorer les conditions de vie des pauvres ainsi que la situation des femmes, de renforcer l'identité culturelle et de soutenir les initiatives locales.

## Historique

Au VIII<sup>e</sup> siècle déjà, des commerçants arabes qui se rendent en Chine font escale sur la côte mozambicaine. Ils commercent avec les royaumes d'Afrique centrale, leur achetant notamment des esclaves.

- 1498 Le navigateur portugais Vasco de Gama aborde au Mozambique.
- 1505 Le Portugal établit un comptoir à l'embouchure du Zambèze.
- Jusqu'au XIX<sup>e</sup>s. L'exploitation est régie par l'octroi de concessions à des sociétés coloniales.
- 1926 Le Portugal introduit le travail forcé et la migration de la main-d'œuvre pour intensifier l'exploitation.
- 1960 Fondation de la première organisation de résistance.
- 1962 Création du Front de libération du Mozambique (FRELIMO).
- 1964 Premiers heurts armés avec la puissance coloniale portugaise.
- Jusqu'en 1970 Le FRELIMO se transforme en parti révolutionnaire socialiste.
- 1974 Putsch contre la junte militaire au Portugal, qui abandonne ensuite ses colonies.
- 1975 Indépendance de la « République populaire du Mozambique », dont le marxiste Samora Machel devient le premier président. Plus de 200 000 Portugais quittent le pays. Le Mozambique soutient la lutte de libération en Rhodésie voisine, dominée par les Blancs.
- 1980 Le Zimbabwe (ex-Rhodésie) accède à l'indépendance. La guerre civile s'intensifie en raison de l'intervention du gouvernement sud-africain de l'apartheid. Elle fera plus d'un million de morts.
- 1984 Un accord de paix entre l'Afrique du Sud et le Mozambique demeure lettre morte.
- 1986 Samora Machel meurt dans un accident d'avion. Joaquim Chissano lui succède. Le gouvernement abandonne progressivement la politique socialiste.
- 1990 Une nouvelle constitution instaure le multipartisme. Le pays s'appelle désormais « République du Mozambique ». L'Afrique du Sud renonce à soutenir la RENAMO. Celle-ci entame des négociations de paix avec le FRELIMO.
- 1992 Signature de l'accord de paix, fin de la guerre civile, préparation d'élections libres sous la supervision des troupes de l'ONU.
- 1994 Premières élections libres. Le FRELIMO reste au pouvoir, tandis que la RENAMO constitue une forte opposition parlementaire.



Len Sirman Press

### L'objet de tous les jours Indispensable «capulana»

La « capulana » est une pièce de tissu bigarrée sans laquelle aucune femme mozambicaine ne met le pied dehors et qui remplit toutes sortes de fonctions: porte-bébé, sac à provisions, voile de deuil, protection contre le soleil, couverture ou coussin. Le plus souvent, elle sert toutefois d'accessoire de mode. Même une robe traditionnelle n'est pas assez belle si une « capulana » n'y est pas accrochée.

# Mozambique

## Je voudrais qu'il pleuve à Chicumbane

Nous sommes en juillet. Il fait froid en ce matin d'hiver. Je m'appelle Elsa Tivane. Je me suis levée peu après 3 heures du matin et, alors qu'il faisait encore nuit, je suis allée à ma machamba, un champ un peu à l'écart du village de Chicumbane. En bonne période, j'y plante du maïs, du manioc, des patates douces, des oignons, de l'amandoim (cacahuètes) et des choux. En juillet, la terre est desséchée et les patates douces ne poussent guère. Ma cousine Albertina est désespérée car son champ est tout sec. Bien que ce soit la saison, pas une seule pousse de maïs ou de chou n'est sortie chez elle. Lea Mutisse, ma vieille voisine, pense que la terre est dans cet état parce que nous n'avons pas adressé des prières aux esprits, comme nous le faisions autrefois en cas de sécheresse. Elle est persuadée que nous allons mourir de faim parce que nous ne respectons plus nos ancêtres.

Avant, je vivais avec mon mari à Maputo. Lorsqu'il m'a quittée pour une autre femme, je suis venue toute seule à Chicumbane où ma mère possédait un champ. J'avais laissé les enfants chez mon mari, mais peu après mon départ, sa mère m'a appelée pour me dire qu'il ne s'occupait pas des enfants et que je devais au moins prendre les petits avec moi. Les grands étaient déjà mariés et indépendants. Alors j'ai emmené les cinq plus jeunes avec moi. Mes quatre enfants adultes m'aident de temps en temps, surtout l'aînée Maria et mon fils Alitino, qui a émigré en Afrique du Sud. Tous deux m'envoient parfois un peu d'argent.

Lorsque ma mère est morte, j'ai pu continuer à cultiver son champ. Il appartient à l'Eglise, mais je peux le travailler tout comme ma mère le faisait. Je n'ai pas beaucoup d'outils : une grande pioche pour moi

et des pioches plus petites pour les enfants. Pour arroser les patates douces, mes enfants ou moi devons aller chercher l'eau très loin dans un bidon en plastique. Les enfants m'aident aussi à faire du bois. Ils ont entre 8 et 13 ans. Juste avant 7 heures du matin, je vais à la maison de la senhora où j'ai trouvé une place d'employée de maison. Il y a un an, le plus jeune de mes enfants, qui avait 3 ans, est tout à coup tombé malade. A l'hôpital de Chicumbane, on m'a donné des médicaments, mais rien n'y a fait. Pedro est devenu toujours plus faible, il a toussé, toussé, puis il est mort. C'est après son décès que la doctresse m'a donné du travail dans sa maison. Je récupère et je fais la lessive. A 13 heures, je dois retourner chez moi pour préparer le repas des enfants.

Je n'habite pas très loin, c'est juste à côté du marché. Comme je travaille, je peux acheter du pain et du maïs, parfois des tomates et des choux. Ils nous arrivent même d'avoir du poisson, mais le plus souvent nous mangeons une bouillie d'amandoim pilé. Je cuisine toujours beaucoup, car la nourriture doit aussi suffire pour le soir et pour le petit déjeuner des enfants. S'ils ne mangent rien, ils s'endorment à l'école. Comme Albertina n'a pas d'argent, elle mange parfois aussi chez moi. Si j'avais un peu d'argent, j'achèterais une poule. Ou alors une chèvre : on peut la traire, vendre ses petits et même la manger. Mais ce que j'aimerais par-dessus tout, c'est qu'il se mette enfin à pleuvoir pour que je puisse à nouveau planter du manioc, des choux ou du maïs.

*Propos recueillis par Sabine Kistler*



Elsa Tivane habite à Chicumbane, un petit village sur la crête d'une colline dans la province de Gaza, au Mozambique, à 15 kilomètres au sud du chef-lieu Xai-Xai. Les habitants de ce village, où les missionnaires suisses ont construit un hôpital, une école d'infirmières et une église, vivent principalement de l'agriculture.



G & M Moss/Still Pictures



G & M Moss/Still Pictures





# Il faut aller plus loin !

L'épanouissement optimal de la personne dans son environnement naturel, culturel et social constitue le but central de la DDC. C'est ce qu'affirme notre image directrice.

Après avoir concentré son attention sur les problèmes économiques, en raison notamment de la crise de la dette, puis sur les problèmes environnementaux à la Conférence de Rio en 1992, la communauté internationale a voulu remettre la question sociale au centre de ses préoccupations par le Sommet social de Copenhague et la Conférence de Beijing sur les femmes en 1995. Ce rééquilibrage était nécessaire.

Malgré les grands progrès économiques et sociaux enregistrés depuis 1960, illustrés notamment par l'allongement considérable de la durée de vie, le bilan global comporte en effet de grandes ombres. Plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent encore dans une pauvreté extrême, en dessous des limites compatibles avec la dignité humaine. Ces personnes, en majorité des filles et des femmes, ne peuvent couvrir leurs besoins élémentaires en nourriture, eau potable, soins médicaux ou logement.

Un premier élément de correction est de considérer les dépenses pour l'éducation et la santé de base non comme une forme de consommation, mais comme un investissement dans l'avenir d'une société. C'est là le sens de l'initiative 20/20 proposée par les Nations Unies et largement adoptée depuis : 20 pour cent des budgets nationaux et 20 pour cent des budgets de l'aide devraient être consacrés à ces investissements humains.

Il faut aller plus loin. Il faut examiner toute la dimension sociale de la pauvreté. Les plus pauvres ne vivent pas dans un vide politique et social. Ils sont

pauvres parce qu'ils manquent de pouvoir. Ils sont moins forts que d'autres groupes mieux organisés, mieux situés, qui confisquent à leur profit les ressources disponibles. Les plus pauvres n'ont pas un accès équitable aux ressources productives comme la terre ou l'eau. Ils ont de la peine à défendre leurs droits devant les tribunaux. Ils sont les premières victimes de la corruption. La pauvreté affecte surtout les populations marginalisées politiquement, qu'il s'agisse des femmes, des populations autochtones, de groupes placés au bas de l'échelle sociale en raison de leur religion, de leur origine ethnique ou de leur caste.

Là est le défi auquel nous devons faire face. Il serait impardonnable de ne pas réexaminer nos approches et nos méthodes de travail pour améliorer ce bilan au cours des prochaines vingt ou trente années, par notre soutien lucide et engagé aux initiatives de nos partenaires. C'est pourquoi la DDC s'est engagée dans la préparation d'une nouvelle stratégie de développement social. Il s'agit notamment de mieux étudier la situation des plus pauvres, de donner des objectifs plus précis aux actions soutenues et d'améliorer le suivi au moyen d'indicateurs.

*Jean-François Giovannini*  
Directeur suppléant de la DDC

# Quand les armes se sont tues

La période qui suit immédiatement un conflit armé pose des défis de taille. Un groupe de recherche international a tenté de faire une analyse systématique de cette situation en Erythrée, au Guatemala, au Mozambique et en Somalie, puis d'élaborer des solutions pour faciliter la reconstruction. La DDC a d'emblée soutenu ce projet. De Gabriela Neuhaus.



Nigel Dickinson/Still Pictures

Le projet « Sociétés déchirées par la guerre » (war-torn societies/WTS) est dirigé par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, à Genève. Ce projet de recherche en sciences sociales offre une plate-forme neutre qui permet aux divers acteurs d'un pays marqué par la guerre de se retrouver pour mieux comprendre ensemble une situation complexe. A partir de là, de nouveaux liens peuvent se tisser qui sont la condition préalable au maintien de la paix. La DDC a financé de manière déterminante la mise sur pied de ce projet, soutenu aujourd'hui par 26 donateurs publics ou privés.

## Table ronde au Guatemala

Le 29 décembre 1996, après trente-six ans de guerre civile, le gouvernement et les rebelles guatémaltèques ont signé un accord de paix. Dix jours plus tard, le vice-président Luis Flores a présidé une rencontre réunissant des leaders de l'économie, des groupements religieux, des organisations de travailleurs et d'agriculteurs, ainsi que les représentants du gouvernement et des rebelles. Le WTS avait invité ces personnes à discuter ensemble les principaux problèmes sociaux et politiques du pays. Les débats étaient basés sur un programme en cinq points éla-

boré au préalable par les dirigeants des différentes parties.

L'un de ces points était intitulé « Sécurité publique et participation ». En prenant part à certains actes de violence pendant la guerre, les forces de l'ordre avaient perdu beaucoup de leur crédibilité. La tâche principale des responsables guatémaltèques était de recréer la confiance perdue.

Quatorze communautés d'intérêts – dont le Secrétariat d'Etat pour la paix, des institutions académiques et l'association des avocats – se sont penchées sur le sujet. Au terme de leur recherche, diverses mesures ont été proposées, notamment celle de faire participer la population locale au contrôle de la police civile nationale. Le groupe de travail a présenté ses recommandations au projet WTS qui les a adoptées puis transmises au parlement guatémaltèque.

Une fois le projet WTS terminé, les organismes concernés poursuivent de leur côté le processus de recherche et de dialogue politique.

*(De l'allemand)*



# La dernière forêt vierge d'Europe

Depuis l'avènement de l'économie de marché en Russie, la réserve naturelle de Petchora-Ilitch, dans la République des Komis, est menacée. La communauté internationale s'est mobilisée pour éviter que les entreprises d'abattage ne détruisent ce dernier paradis naturel d'Europe.



H. Stalder

(gn) L'humidité d'une forêt d'épicéas, des bouleaux déracinés par la tempête et le mystère d'un marais; des troncs en décomposition, couverts de champignons et de lichen; des oiseaux barbotant dans des eaux calmes ou l'arrivée soudaine d'un ours. C'est ainsi qu'un projet du WWF imagine l'avenir de Petchora-Ilitch, la dernière forêt vierge d'Europe.

Cette forêt lointaine de l'Oural fait partie de la célèbre taïga russe, ruban de forêts et de steppes qui s'étend sur plus de 10 000 kilomètres de la mer Baltique, à l'ouest, jusqu'à la mer d'Okhotsk, à l'est, et qui recouvrait jadis un tiers du territoire russe. Les forêts vierges situées du côté occidental de l'Oural se distinguent par une rare diversité végétale et abritent d'innombrables espèces animales qui ont disparu dans le reste de l'Europe. C'est pourquoi on a créé ici, il y a soixante-cinq ans déjà, une réserve naturelle de 25 000 kilomètres carrés, l'équivalent des deux tiers de la Suisse. À la suite du démantèlement de l'Union soviétique, l'argent a manqué et les contrôles ont été insuffisants pour préserver les parcs naturels et les réserves forestières. Aujourd'hui, les sociétés d'exploitation du bois, mais aussi les chercheurs

d'or, les braconniers et les marchands d'animaux font peser une lourde menace sur ce précieux héritage naturel.

## Préserver en exploitant

Pour enrayer ce processus, le WWF a lancé un projet, financé en grande partie par la DDC. Il a pour principal objectif de préserver à long terme la réserve naturelle de Petchora-Ilitch sur une surface de 7000 kilomètres carrés ainsi qu'une zone tampon presque aussi vaste. Dans le même temps, on mettra l'accent sur la formation et sur le perfectionnement professionnels pour aider les habitants de la région à subsister dans l'économie de marché. Si la réserve doit rester inviolée, on se servira de la zone tampon pour montrer aux gens comment survivre en exploitant les ressources de manière durable. Ce projet devrait à l'avenir s'appuyer sur l'industrie du bois et sur un tourisme modéré.

*(De l'allemand)*

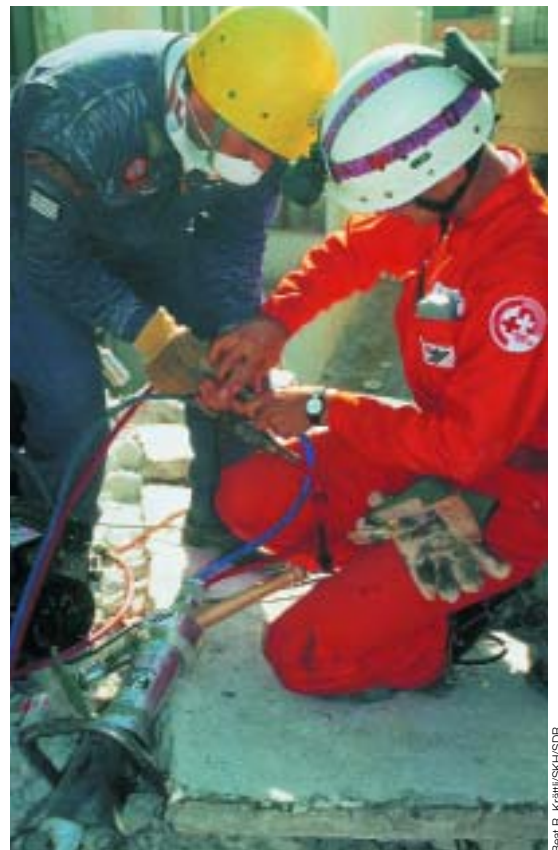
# Les partenaires aux 1000 projets

La fin de la guerre froide a provoqué un bouleversement en Europe, qui a aussi remis en question la politique de sécurité. De nouvelles mesures ont été prises. Le Partenariat pour la paix, créé à l'initiative de l'OTAN, est l'un des instruments de maintien de la paix en Europe. La DDC y prend part dans le cadre de la participation suisse.

(gn) Le Partenariat pour la paix (PPP) veut « offrir à chaque Etat d'Europe la possibilité de développer ses relations et sa coopération pratique avec l'OTAN, selon ses capacités et ses intérêts propres ». Cette idée fondamentale est énoncée dans un programme-cadre élaboré en 1994, qui fixe les principaux objectifs du PPP: protéger et promouvoir les droits de l'homme, préserver la liberté, soutenir la démocratie pour garantir la justice et la paix, observer les principes du droit international et faire respecter les décisions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Au fond, ces objectifs n'ont rien de nouveau, ils visent plutôt à consolider des relations et des obligations déjà existantes et à redéfinir la coopération en tenant compte de la nouvelle situation.

Malgré le scepticisme qui a salué sa création, le Partenariat pour la paix a connu un essor rapide et remarquable: il regroupe aujourd'hui 28 Etats, dont la Suisse. En dehors de l'OSCE, il est le seul organisme à s'occuper de politique de sécurité sur presque l'ensemble du continent européen. D'ailleurs, nombre de projets de coopération et d'activités pratiques ont déjà été menés au sein du PPP. On dénombrerait plus de 1000 projets pour la seule année 1997. L'OTAN et ses partenaires ont organisé des exercices communs afin d'améliorer les relations politiques entre les membres des deux organisations.

La Suisse a signé le document-cadre du PPP en décembre 1996 et participe depuis le printemps 1997 aux « programmes de partenariat individuels ». Jusqu'en 1999, le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports devrait avoir organisé en tout 56 projets dans le cadre du partenariat. Pour sa part, la DDC propose des cours sur l'utilisation de moyens mi-



Beat R. Kottli/SKH/SDR

litaires et de protection civile lors d'interventions humanitaires, ainsi que sur l'évaluation d'une situation et la coordination en cas de catastrophe.

*(De l'allemand)*



### Contre le travail des enfants au Pakistan

(hd) Le Pakistan est l'un des principaux partenaires de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans la lutte contre le travail des enfants. Selon l'OIT, plus de 3 millions d'enfants pakistanais de moins de 14 ans ont une activité économique pratiquement à plein temps. Dans le cadre de son Programme international pour l'abolition du travail des enfants, l'organisation vise surtout à éliminer le travail abusif des enfants (dangereux et/ou entravant la scolarisation). La DDC a conclu cet été un contrat de coopération avec l'OIT portant sur deux projets de lutte contre le travail des enfants dans la province du Nord-Ouest du Pakistan. Le premier passe par la réhabilitation et la formation professionnelle des enfants, le second se fonde sur la mobilisation et la sensibilisation de leurs enseignants et de leur entourage. La DDC financera ces deux projets à raison de 1,08 million de francs au cours des deux années à venir.

### Suisse-Bolivie : une longue histoire

(km) En 1999, la Suisse et la Bolivie fêteront trente années de coopération. La Bolivie est un pays de concentration de la coopération suisse au développement. Celle-ci concentre ses efforts sur les hauts plateaux et les régions avoisinantes, en privilégiant les zones rurales où les problèmes de pauvreté sont les plus aigus. La DDC aide les petits paysans à pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement et concurrentielle. Elle vise aussi à promouvoir la sylviculture. Depuis le début des années 90, une contribution est destinée à l'amélioration de la formation professionnelle. La DDC appuie par ailleurs le gouvernement bolivien dans la réforme des fonctions centrales de l'Etat et dans la mise en place d'une large

autonomie communale. Celle-ci comprend aussi un soutien judiciaire aux populations défavorisées. Dans les secteurs économiques marginaux, la DDC soutient la création d'organismes du type bancaire qui fournissent des prestations financières aux petites et moyennes entreprises. En 1998, la Confédération a consacré un montant de 21 millions de francs environ à la coopération avec la Bolivie.

### Poursuite de l'aide à la Palestine

(km) Le blocage du processus de paix, la fermeture des frontières et les restrictions commerciales ont entravé, voire empêché, la reconstruction des territoires palestiniens. C'est pourquoi la DDC a décidé de maintenir sa contribution à leurs efforts de stabilisation économique. En octobre 1993, le Conseil fédéral avait débloqué 60 millions de francs pour la reconstruction en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Cet argent a servi à financer un programme spécial prévu sur cinq ans qui visait principalement à améliorer les conditions de vie de la population palestinienne, rénover les infrastructures, créer des emplois et assurer des prestations sociales. Le nouveau programme de coopération est encore plus axé sur le développement social, ainsi que sur la démocratisation et le respect des droits de l'homme.

## Au fait, qu'est-ce que le «targeting» ?

(vor) *Target* est un mot anglais qui signifie objectif, but ou encore cible. Le terme de *targeting* a pris un sens nouveau dans le cadre du débat international sur la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine.

Comme bien d'autres Etats, la Suisse lie sa coopération avec les pays de l'Est en transition à certaines conditions (conditionnalité politique) telles que la promotion active des réformes par le pays bénéficiaire, le respect des droits de l'homme et le maintien de la paix. En ce qui concerne l'aide aux communes bosniaques, le *targeting* ajoute à ces conditions générales des exigences plus ciblées. Dans un premier temps, l'administration de la Fédération bosniaque et celle de la République serbe ont été obligées de coopérer, avec un succès très relatif d'ailleurs. Depuis 1997, cette exigence s'adresse également aux différentes communes.

Les pays donateurs veulent ainsi contraindre les autorités communales de Bosnie à respecter les accords de paix de Dayton et à laisser les personnes déplacées revenir là où elles vivaient avant la guerre. Ils n'accordent aucune aide aux communes qui freinent la réintégration des personnes déplacées et des réfugiés. Cette incitation financière s'ajoute à la pression politique pour obliger les autorités locales de la Fédération bosniaque et de la République serbe à accepter les habitants d'avant la guerre, indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse.

Dans le contexte bosniaque, le *targeting* désigne donc le fait de cibler très précisément l'aide en ne l'accordant qu'aux communes et aux cantons qui se montrent prêts à collaborer dans l'esprit des accords de Dayton.



Alain Projes/CIFHC

Les pays qui ont signé la Déclaration de Vienne, en 1993, ont réaffirmé que les droits de l'homme étaient indivisibles, universels et interdépendants. Comment ces principes sont-ils mis en œuvre? Quel rôle peut jouer la coopération au développement dans ce domaine? Pour en débattre, *Un seul monde* a invité l'ambassadeur Urs Ziswiler, chef de la Division politique IV du DFAE, Mohamed-Salah Dembri, ambassadeur d'Algérie auprès des Nations Unies à Genève, et Emmanuel Kabengele Mpinga, représentant de l'Association africaine de défense des droits de l'homme en République démocratique du Congo (ASADHO). Débat dirigé par Jane-Lise Schneeberger.

# Des droits imparfaits conjugués au futur

## Les devoirs de l'homme

Réunis au sein du Conseil InterAction, une vingtaine d'anciens chefs d'Etat et de gouvernement, dont Kurt Furgler, ont marqué à leur manière le cinquantième anniversaire de la DUDH. Ils ont proposé une Déclaration universelle des responsabilités humaines qui prône des valeurs telles que la non-violence, le respect de la vie, l'intégrité, l'honnêteté, le respect mutuel, la solidarité et la tolérance. Cette initiative a suscité quelque inquiétude parmi les experts des droits de l'homme.

Le professeur Walter Kälin y est opposé: «L'idée de devoir est implicite dans la DUDH, il n'est pas nécessaire de créer un instrument à part. Je crains que certains gouvernements autoritaires ne l'utilisent contre les droits de l'homme.»



Urs Ziswiler



Mohamed-Salah Dembri



Emmanuel Kabengele Mpinga



**Urs Ziswiler:** La Déclaration de Vienne doit rester la base de toutes les politiques des droits de l'homme. Elle réaffirme que les droits fondamentaux – civils et politiques d'une part, économiques, sociaux et culturels d'autre part – sont valables dans le monde entier.

**Mohamed-Salah Dembri:** Pendant longtemps, certains pays du Nord ont voulu opposer ces deux catégories de droits, en disant que les droits civils et politiques étaient des droits obligatoires, tandis que les droits économiques, sociaux et culturels étaient des droits facultatifs. C'était une erreur historique.

**Emmanuel Kabengele Mpinga:** Certains intérêts économiques et commerciaux empêchent aujourd'hui la jouissance réelle des droits économiques et sociaux dans les pays du Sud. Des puissances énormes se sont dressées face aux Etats et les ont dépouillés de leurs attributs essentiels. Les multinationales sont un des acteurs principaux des violations. Il faut les amener à travailler dans le sens du respect des droits de l'homme. Ainsi, elles violent le droit à un salaire équitable lorsqu'elles délocalisent leur production en Asie pour verser des salaires ridicules par rapport à ce qu'elles devraient payer à des ouvriers du Nord.

**Dembri:** Historiquement, les droits économiques ont servi d'assise aux droits politiques. Pendant la révolution industrielle anglaise, on exploitait des en-

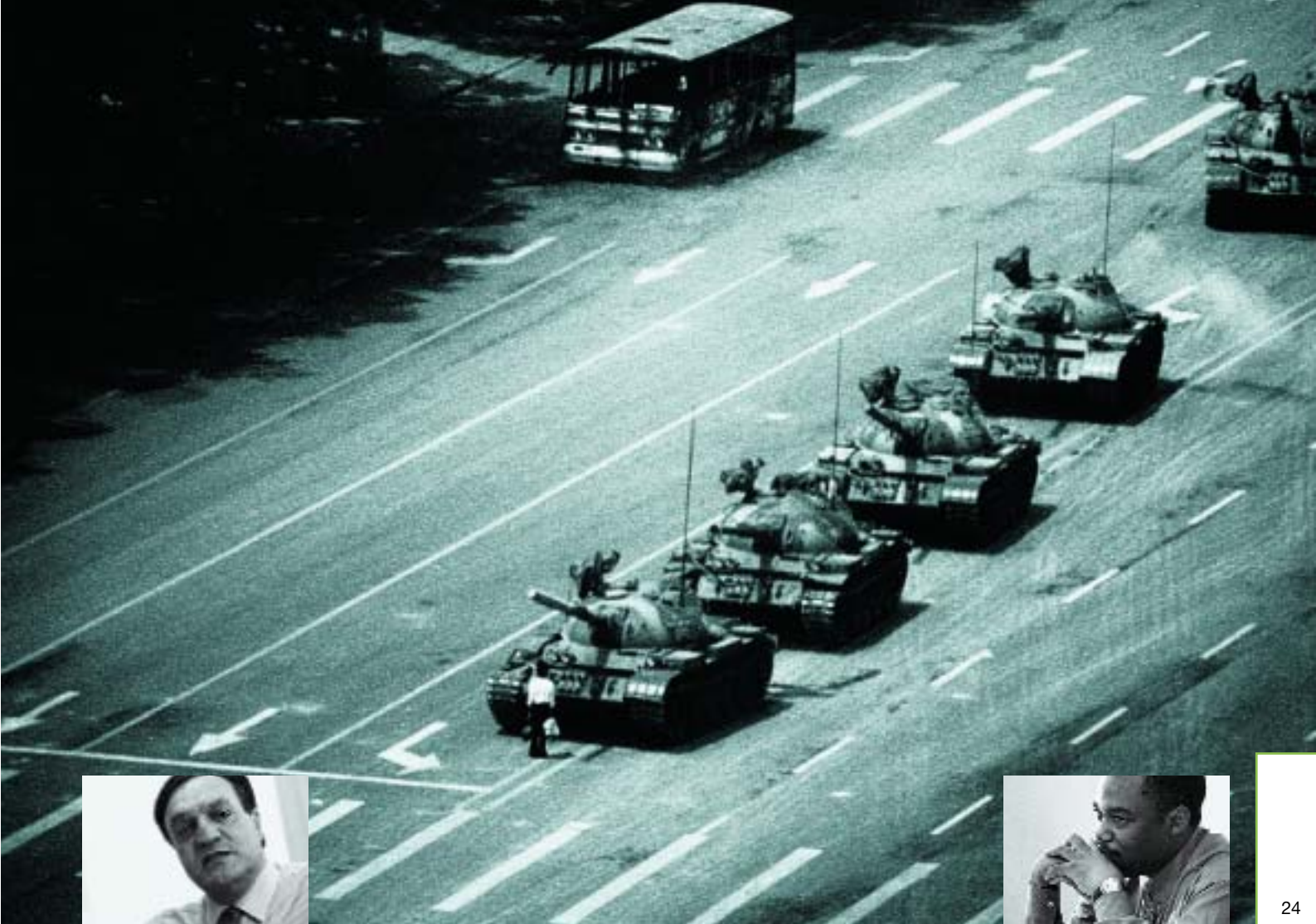
fants, les ouvriers n'avaient pas de congé payé, etc. C'est seulement après avoir acquis les droits économiques qu'on s'est préoccupé du bulletin de vote. Aux Etats-Unis mêmes, certains droits fondamentaux de protection sociale n'ont été garantis qu'en 1931. Pour sa part, la revendication des droits civils et politiques s'est poursuivie encore plus tard. La lutte contre la ségrégation ne s'est achevée qu'en 1968, avec Martin Luther King.

**Ziswiler:** La coopération au développement devrait permettre aux pays de réaliser ces droits économiques, sociaux et culturels, par la réalisation de projets concrets.

**Dembri:** Lorsque la communauté internationale a créé le concept d'aide au développement en faveur des pays les plus défavorisés, elle a fait un véritable acte de solidarité. La conditionnalité politique ne devrait pas affecter cela, car ces aides vont aux peuples.

**Ziswiler:** La conditionnalité est un instrument de plus en plus important pour nous. Mais il faut qu'elle soit transparente. Le partenaire doit savoir à l'avance que la Suisse soutiendra un projet à certaines conditions et qu'il risque une suspension de l'aide si ces conditions ne sont plus remplies. L'alternative, c'est de diversifier les partenaires: on





ne traite plus seulement avec les gouvernements, mais également avec la société civile. Ainsi, on évite de devoir se retirer d'un jour à l'autre, ce qui peut nuire à la population. Cela aurait le même effet que des sanctions.

**Kabengele :** Si elles sont parfois nécessaires pour faire avancer les choses, les sanctions devraient tenir compte du contexte et des objectifs. Elles ne doivent pas amener le régime à se cabrer. En décembre 1997, lorsque se sont réunis à Bruxelles les bailleurs de fonds du Congo, l'ASADHO les a rendus attentifs au fait que l'aide ne sert à rien si elle ne tient pas compte de l'environnement politique et social. Ces pays ont alors gelé leur aide. Cela a eu pour résultat que le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila s'est raidi plus qu'avant. Il emprisonne les défenseurs des droits de l'homme et les mouvements associatifs, comme les partis politiques, ne peuvent plus s'exprimer librement.

**Ziswiler :** Oui, c'est un instrument qui peut s'avérer contre-productif. En outre, il frappe surtout les plus pauvres. L'effet des sanctions contre l'Irak est très discutable. D'un autre côté, l'embargo contre l'Afrique du Sud a contribué à l'abolition de l'apartheid. En tout état de cause, les sanctions ne sont efficaces que si toute la communauté internationale se mobilise.

**Dembri :** A propos de transparence, je pense que la coopération au développement devrait être accompagnée d'un code de bonne conduite des deux côtés. Le Nord a aidé le Zaïre pendant des années sans regarder ce qui s'y passait en termes de droits de l'homme, parce qu'il voulait en tirer profit. Cela ne doit plus se produire. D'autant que l'aide au développement n'est pas toujours désintéressée. En règle générale, lorsque vous investissez un franc dans la coopération au développement, ça peut vous rapporter trois francs. Personne n'est perdant.

**Ziswiler :** La cohérence gouvernementale est très importante aussi. En Suisse, la coopération est gérée par le Département fédéral des affaires étrangères et l'aide financière par le Département fédéral de l'économie publique. Si les deux ministères ne coopèrent pas et n'ont pas la même politique, la Suisse n'est pas crédible. On ne peut pas cesser notre coopération en expliquant au pays concerné que les conditions ne sont pas remplies, et en même temps poursuivre l'aide financière. Sur ce point, nous avons encore du pain sur la planche. C'est pareil dans tous les pays industrialisés. Les intérêts économiques ne se marient pas facilement avec l'idée de solidarité. Nous devons surtout essayer de dialoguer, plutôt que de montrer du doigt ou de sanctionner. Essayer de comprendre, de coopérer en partenaires équitables, en évitant de donner des leçons. Par exemple, nous

« La voix du peuple est le tambour de Dieu. »  
*Proverbe pendjabi*

« Si les individus ne s'entraident pas, ils vivent dans la pauvreté ; si la société ne reconnaît pas les droits de l'individu, des conflits éclatent. La pauvreté crée l'angoisse, et les conflits engendrent le malheur. Pour apaiser l'angoisse et éliminer les conflits, le mieux est d'instituer une société qui reconnaît les droits de l'individu. »  
*Siun Tseu, IIIe siècle av. J.-C., Chine*

« Les bons rois, comme les nuages, ne reçoivent que pour donner. »  
*Kālidāsa Raghuvamsa, IVe siècle apr. J.-C., Inde*





Chris Steele-Perkins / Magnum



François Gribi

« Il faut vingt ans pour mener l'homme de l'état de plante où il est dans le ventre de sa mère, et de l'état de pur animal, qui est le partage de sa première enfance, jusqu'à celui où la maturité de la raison commence à poindre. Il a fallu trente siècles pour connaître un peu sa structure. Il faudrait l'éternité pour connaître quelque chose de son âme. Il ne faut qu'un instant pour le tuer. »

*Voltaire, Dictionnaire philosophique, 1764*

« Comme, pour jouir de la liberté, il faut que chacun puisse dire ce qu'il pense, et que, pour la conserver, il faut encore que chacun puisse dire ce qu'il pense, un citoyen, dans cet Etat, dirait et écrirait tout ce que les lois ne lui ont pas défendu expressément de dire ou d'écrire. »

*Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748*

avons un dialogue avec la Chine qui porte notamment sur la réforme du droit pénal, et un autre avec le Maroc, essentiellement sur le système pénitentiaire.

**Dembri :** Nous, les pays du Maghreb, sommes inscrits dans un dialogue avec l'Union européenne (UE) depuis 1995. Il n'est pas exclu que nous y discussions de ce qui touche aux droits de l'homme. C'est un dialogue institutionnel qui porte sur la politique, l'économie et les relations humaines. Il peut aboutir à la création de centres de formation pour la jeunesse, à l'amélioration de structures, à la formation du personnel de justice, etc.

**Ziswiler :** Dans le contexte algérien, certains pays de l'UE ont un passé que d'autres n'ont pas. La Suisse serait bien placée pour développer un dialogue avec l'Algérie, d'autant que maintenant, nous avons rouvert notre ambassade. Tant que nous n'étions pas sur place, nous n'aurions pas été un partenaire crédible.

**Dembri :** Le dialogue politique dans le domaine des droits de l'homme est devenu une constante de la relation bilatérale. Le type de projets qui en découle varie d'un pays à l'autre, en fonction des besoins spécifiques. S'agissant des relations algéro-suisse, nous sommes en train de mettre en place un systè-

me de coopération globale. Dans ce cadre-là, nous intégrerons tous les champs d'activités, y compris les droits de l'homme.



# La cause des femmes avance en Afrique du Sud

Quatre ans après les premières élections libres et démocratiques en Afrique du Sud, des progrès décisifs ont été faits pour la cause des femmes. La création d'un cadre légal a été renforcée par l'établissement d'institutions indépendantes pour soutenir la démocratie constitutionnelle. Il est cependant fâcheux que les progrès réalisés dans le domaine politique doivent encore conquérir d'autres secteurs, mais ce n'est qu'une question de temps.

Alors qu'il y a eu une augmentation sensible des femmes, et en particulier des femmes noires, dans le commerce sud-africain, elles sont sous-représentées dans les exécutifs des grands conglomérats économiques. Formant plus de la moitié de la force de travail, elles ne sont que 2 pour cent dans les organes décisionnels, contre 4 pour cent d'hommes noirs. Les échelons supérieurs du monde du business sud-africain sont encore la chasse gardée de l'homme blanc. Et la tendance à moins payer les femmes demeure, malgré les progrès réalisés pour établir un cadre législatif assurant des rémunérations et des chances égales pour les femmes. Du seul fait de leur nombre, celles-ci sont appelées à dominer le monde de l'emploi dans les années à venir. Les milieux économiques devraient se rendre compte des immenses talents et des ressources à disposition dans le monde des employées et mieux les mettre en valeur.

C'est dans le secteur informel que les femmes ont enregistré les plus grands succès, donc en marge des structures établies. Beaucoup d'entre elles ont pu établir une petite ou moyenne entreprise, ce qui a contribué à étendre considérablement leur rôle dans la vie économique. Alors que beaucoup de femmes n'ont pas pu être intégrées dans le secteur formel, leurs activités ont eu pour effet de créer des emplois et des revenus, en procurant des occasions de formation dans le domaine administratif et technique. Le secteur du commerce et les institutions gouvernementales reconnaissent l'importance du secteur informel dans l'économie, car il est un instrument qui donne aux femmes plus de pouvoir et leur permet l'accès au processus de gestion et de décision.

Dans une société traditionnelle encore largement dominée par les valeurs et structures patriarcales, les femmes doivent faire face, à tous les échelons de la société, à l'immense tâche de changer nombre de préjugés. Cela est particulièrement le cas dans les communautés rurales où les changements législatifs et statutaires ont peu contribué à améliorer la vie quotidienne de la majorité des femmes.

L'éducation est un facteur clé pour l'amélioration de la situation des femmes et la possibilité d'exercer un pouvoir. Elle est fondamentale pour la survie socio-économique et politique de la nouvelle Afrique du Sud. On n'insistera non plus jamais assez sur le rôle des femmes dans leurs relations avec l'environnement et le développement durable.

Alors que les fondements d'une croissance économique ont été posés avec l'établissement d'un cadre qui assure les droits élémentaires pour tous les Sud-Africains, c'est seulement maintenant que de réelles transformations sont en cours. La pauvreté reste l'obstacle le plus important à l'exercice d'un pouvoir par les femmes. Selon des estimations récentes, il faut une croissance d'au moins 6 pour cent durant les dix prochaines années pour réduire de manière significative la pauvreté et le chômage. Une redistribution inégale des bénéfices du développement économique nous rappelle brutalement l'héritage de l'apartheid. Le défi à relever est de faire en sorte que le développement et la croissance économique assurent la justice sociale et des chances égales pour ceux qui ont été désavantagés par le système de l'apartheid. En dépit des problèmes sociaux et économiques forgés par celui-ci, je suis fière que l'Afrique du Sud, dans un temps relativement court, ait réussi à créer un contexte permettant l'égalité entre hommes et femmes.

*Ruth Segomotsi Mompati  
Ambassadrice d'Afrique du Sud à Berne*

*(De l'anglais)*



Ruth Segomotsi Mompati s'est consacrée pendant sept ans à l'enseignement, puis elle est devenue secrétaire à l'étude d'avocats de Nelson Mandela et Oliver Tambo. En 1962, elle entame un long exil qui la conduira d'abord à Dar es-Salaam comme dirigeante de la Section des femmes de l'ANC. En 1966, elle entre au Comité national exécutif de l'ANC, où elle siège encore aujourd'hui. De 1976 à 1980, elle représente les femmes sud-africaines à la Fédération démocratique internationale des femmes. Après avoir dirigé les bureaux de l'ANC à Londres durant trois ans, elle devient secrétaire administrative au Comité exécutif, à Lusaka (Zambie). En 1989, elle prend la tête de la branche politique interne. Rentrée dans son pays en 1991 après trente ans d'exil, elle est élue au Parlement en 1994. Elle est aujourd'hui ambassadrice en Suisse.



P. Delong / AP

Depuis la chute du rideau de fer, les pays de l'Est traversent une véritable révolution sociale. Dans ce contexte, la culture est le plus souvent négligée et sa survie dépend du soutien de partenaires étrangers. En République tchèque, la Suisse apporte son aide à un projet unique qui collecte des documents photographiques sur le processus de transition. De Beat Felber.

# Instantanés d'une ré



CULTURE

Karel Oudin

A Prague, la rue Mánesova n'est qu'à 15 minutes à pied de la célèbre place Venceslas. Contrairement au centre historique où nombre de façades, de rues et de places ont été restaurées ou reconstruites ces dernières années, presque rien n'a changé dans cette rue. Le peu d'argent disponible sert à entretenir les curiosités qui attirent les touristes. Or, les visiteurs étrangers s'aventurent rarement jusqu'ici. Avec sa façade pelée, sa porte aux garnitures couvertes de vert-de-gris et ses plaques qui témoignent de la fidélité des locataires, le numéro 78 n'a rien de particulier, du moins pas de l'extérieur. Mais il ne faut pas se fier aux apparences, car cet immeuble très ordinaire symbolise mieux que n'importe quel autre la

transformation du pays. Depuis trois ans, deux petites pièces du sous-sol sont consacrées à un seul sujet: le changement, le tournant historique que traversent non seulement cette maison et ses habitants, mais également Prague et toute la République tchèque. Nous sommes au quartier général du plus grand projet photographique du pays, qui s'intitule «La République tchèque aujourd'hui». Son objectif: réunir des photos illustrant la transformation actuelle. Depuis la chute du rideau de fer, la Tchéquie vit en effet une véritable révolution sociale. Jaroslav Bárta et ses collègues de l'association Ceské Foto ont relevé le défi de constituer une documentation photographique sur ce processus. Ceské Foto,

qui a pour but de promouvoir la photographie en République tchèque, a été fondée en 1995 par Jaroslav Bárta et quelques amis photographes. Le projet «La République tchèque aujourd'hui» a vu le jour une année plus tard.

## Longue tradition

Ce pays peut se prévaloir d'une longue tradition dans la photographie de qualité. Il la doit notamment à l'académie de cinéma FAMU, à Prague, de renommée internationale. La FAMU a été fréquentée par Milos Forman, réalisateur de films à succès comme *Vol au-dessus d'un nid de coucou* et *Amadeus*. Les photographes Josef Sudek, Josef Koudelka et Frantisek Drtikol comptent également parmi ses anciens élèves. Malgré la renommée de la FAMU et les efforts de Ceské Foto, la photographie est aujourd'hui le parent pauvre de la culture lorsqu'il s'agit des subventions institutionnelles. Pourtant, ce média n'a pas son pareil pour témoigner des bouleversements qui ébranlent le pays. Il est une source d'informations précieuses pour l'avenir. La Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia a été chargée par la DDC de soutenir les artistes contemporains dans

les pays en transition d'Europe de l'Est. Dans le cadre de ce mandat, Ceské Foto est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide de Pro Helvetia. «Sans ce soutien, le projet n'aurait jamais été lancé et nos descendants auraient été privés de documents sur cette phase cruciale dans l'histoire de notre pays», déclare Pavel Scheufler, qui suit en tant qu'historien le projet photographique.

## Bientôt 2000 clichés

«Nous avons déjà réuni 1200 clichés et nous en aurons 800 de plus vers la fin de l'année», annonce M. Bárta. Depuis le début de 1996, quinze photographes travaillent, durant des périodes de six mois chacun, sur des thèmes précis: ville, campagne, tourisme, style de vie, habitat, grands ensembles locatifs, etc. Pour que cette documentation ne soit pas unilatérale, on a choisi des sujets très variés. L'expérience et l'âge des photographes choisis jouent également un rôle décisif. Par exemple, Ivo Gil, 57 ans, s'est déjà fait un nom dans la photographie documentaire; il travaille depuis longtemps sur le tourisme, l'hôtellerie et la gastronomie. A 24 ans, Pavla Hrachová est la plus jeune dans ce groupe de professionnels réputés. «Ce qui m'intéresse surtout, c'est le changement tel





Tomas Pospisil

# évolution sociale



Alena Dvorakova



Caral Cudin



Pavla Hrachová

qu'il est vécu à la campagne. Les traditions y sont encore bien vivantes et tout est plus lent, même le changement», déclare cette étudiante en photographie. Au cours des derniers mois, Pavla Hrachová a fixé son objectif sur des lieux aussi différents que les usines automobiles Skoda, un atelier de soufflage du verre ou des exploitations agricoles.

Hormis la reconnaissance de leur travail, les photographes ne retirent rien du projet. Ils sont dédommagés pour le matériel utilisé et touchent un salaire symbolique équivalent à 200 francs suisses.

A côté de la documentation photographique qui est en train de prendre forme, Pavel Scheufler s'occupe aussi de la partie historique du projet: il a parcouru tout le pays à la recherche de collections de photos menacées, intéressantes d'un point de vue historique ou artistique. Il les a inventoriées. Une partie de ces clichés sont des daguerréotypes, désormais très rares (lire le texte ci-contre). «Nombre de ces collections pourrissaient dans des greniers. Si l'on ne fait rien, elles seront bientôt perdues à jamais», affirme-t-il. Pour qu'il puisse

réaliser ce travail dans les règles de l'art, M. Scheufler a bénéficié grâce à l'aide suisse d'un séjour d'études à Neuchâtel, auprès de la Fondation suisse pour la restauration et la conservation du patrimoine photographique.

#### Exposition itinérante

Pour l'heure, le principal objectif de Ceské Foto consiste cependant à réunir des documents sur le processus de transformation. Lancé il y a trois ans, le projet «La République tchèque aujourd'hui» devrait être achevé dans les prochains mois. «A la fin de l'année, dès que nous aurons reçu les derniers clichés, nous commencerons de sélectionner des photos pour l'exposition itinérante», annonce Jaroslav Bárta. Cette exposition devrait être inaugurée à Prague au printemps prochain avant de partir en tournée dans d'autres villes tchèques. «Par la suite, nous prévoyons de la présenter aussi en Suisse, mais nous ne savons pas encore où exactement», indique Iren Stehli, qui soutient et accompagne ce projet à Prague pour le compte de Pro Helvetia.

L'exposition marquera la fin de l'aide suisse, mais pas de l'existence de Ceské Foto.

MM. Bárta et Scheufler nourrissent de grands projets. Leur espoir le plus cher est de quitter définitivement le sous-sol de la rue Mánesova, mais pas pour n'importe quel autre local. Ils voudraient emménager dans un lieu où leur passion aurait la place de s'exprimer pleinement: une Maison de la photographie, à Prague.

(De l'allemand)

#### Daguerréotypes

Le premier procédé photographique a été inventé par le peintre français Jacques Daguerre, en 1837. Il utilisait des plaques d'argent, de cuivre ou de verre (projections lumineuses) recouvertes d'une fine couche de iodeure d'argent. Il les exposait à la lumière dans une chambre noire sans objectif, puis les soumettait à des vapeurs de mercure. Il fixait l'image ainsi obtenue avec une solution de soude et la dorait dans une solution d'or. Etant donné que ces images, surtout celles servant aux projections lumineuses, pâlissent sous l'effet de la lumière et qu'elles disparaissent ainsi pour toujours, les daguerréotypes découverts en République tchèque sont exposés dans un musée virtuel: photographiés et stockés sur CD-Rom, ils sont accessibles à tout un chacun.







### Solidarité sous la loupe

(bf) Depuis la fin de la guerre froide, la politique de développement a beaucoup changé et les multiples liens entre le Nord et le Sud sont toujours plus étroits. Mais en même temps, le Nord se montre de moins en moins compréhensif à l'égard du Sud. Dans son livre *Was kümmert uns die Dritte Welt* (En quoi le tiers monde nous concerne-t-il?), René Holenstein, qui travaille pour la DDC au Burkina Faso, retrace les origines et l'histoire de la solidarité internationale en Suisse, en privilégiant les années 60. Plusieurs exemples illustrent les divers aspects de la solidarité avec le tiers monde à une époque où l'on pensait pouvoir révolutionner les relations Nord-Sud.

*René Holenstein : Was kümmert uns die Dritte Welt, Chronos Verlag, Zurich, 1997. N'existe qu'en allemand*

### Spécial « droits de l'homme »

Le dernier numéro de la publication semestrielle *Widerspruch* est consacré aux droits de l'homme. Les contributions de divers spécialistes en donnent un aperçu complet. Quelques exemples : Christa Wichterich évoque la politique des droits de la femme dans le discours international sur les droits de l'homme; Alex Sutter est opposé aux droits collectifs;

selon Farhad Afshar, les droits de l'homme internationaux tels que les conçoit l'Occident sont incompatibles avec les droits universels de l'islam; Bruno Rütsche explore le système paramilitaire et le principe de l'impunité dans la justice colombienne; Peter Ulrich, spécialiste saint-gallois de l'éthique économique, plaide en faveur d'une nouvelle citoyenneté économique et d'une politique du travail respectueuse des droits fondamentaux et de la vie.

*Widerspruch, cahier 35: Menschenrechte. Dans les librairies ou à commander au tél./fax 01 273 03 02. N'existe qu'en allemand*

### Droits de l'homme – et alors ?

Quelle que soit leur nationalité, le langage des caricaturistes est compris partout dans le monde. Leur crayon acéré et leur humour mordant n'épargnent rien ni personne. Même pas les droits de l'homme. Soixante caricaturistes d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe ont répondu à l'appel d'une ONG genevoise, l'Association mondiale pour l'Ecole instrument de paix (EIP). Ils ont tous dessiné un droit de l'homme. Le résultat est remarquable.

*Un demi-siècle de droits de l'homme – et alors ? / Fifty years of human rights – so what ? A commander auprès de : EIP, 5 rue Simplon, 1207 Genève, tél. 022 735 24 22, fax 022 735 06 53*

### Quelques réponses simples

(sbs) *Réponses à quelques questions sur la coopération internationale de la Suisse.*

C'est le sous-titre d'une brochure en quadrichromie publiée ces jours par la Direction du développement et

de la coopération (DDC) et l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE). Sous le titre *Les pauvres ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes*, elle reprend les critiques et les questions les plus fréquentes concernant la coopération internationale de la Suisse et explique dans un langage simple en quoi consistent la coopération au développement, la coopération avec l'Europe de l'Est et l'aide humanitaire. Le *Rapport sur la coopération internationale de la Suisse avec les Etats du Sud et de l'Est de 1986*

à 1995, approuvé par le Conseil fédéral le 6 mai dernier, a servi de base à son élaboration.

*« Les pauvres ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes – Réponses à quelques questions sur la coopération internationale de la Suisse ». La brochure peut être obtenue gratuitement auprès de la DDC, Section Médias et communication, 3003 Berne, tél. 031 322 31 09; E-mail : info@deza.admin.ch*

### Vive la formation continue !

(sbs) La troisième édition du guide de la formation continue en agriculture pour le développement présente 258 cours de perfectionnement dans 80 instituts à travers le monde, 14 ouvrages de référence, 70 adresses utiles et



Giuseppina Ilardi/Vu

quatre index dépliant. Ce guide, qui compte plus de 190 pages, est édité par la DDC et les nombreuses informations qu'il contient ont été réunies par InfoAgrar, Service d'information et de documentation agricole pour la coopération au développement, à Zollikofen (www.infoagrar.ch). Le guide présente certes les cours prévus cette année encore, mais il garde toute son actualité puisque les cours mentionnés seront également proposés en 1999 et en 2000.

*Défi Formation Continue: Un guide de cours sélectionnés en agriculture pour le développement. Des exemplaires peuvent être obtenus gratuitement auprès d'InfoAgrar, Länggasse 85, 3052 Zollikofen*

### Danses sacrées de demain

(gnt) Depuis la fin des années 70, le percussionniste indien Trilok Gurtu a joué avec plusieurs groupes et sur divers enregistrements de jazz ou de rock qui ont fait le tour du monde. Il s'est déjà produit avec Oregon, John Mac Laughlin, Joe Zawinul ou Pat Metheny. Le retour aux sources étant à la page, Trilok Gurtu se tourne lui aussi vers les maîtres indiens qui lui ont enseigné la tala (rythmique) du kathak (danse sacrée). Sur son dernier album, *The Glimpse*, il déploie une succession de rythmes endiablés qui reproduisent la frénésie des villes indiennes. Mais les temples idylliques et les brahmanes de haut rang, qui assurent la cohésion entre vie traditionnelle et moderne, y ont toujours leur place. Trilok Gurtu



nous livre ici sept danses déjantées de la world music.

*Trilok Gurtu: The Glimpse (Kathak). (Escapade/RecRec)*

### Une Méditerranéenne éclectique

(gnt) Nul n'ignore à quel point la musique yiddish klezmer et la



musique populaire des tziganes d'Europe de l'Est sont proches. Les marginaux des sociétés balkaniques – juifs séfarades expulsés d'Espagne et Roms venus du sud-est – ont mêlé leurs cultures, surtout dans la musique. Sur cet album, Ruth Yaakov est accompagnée par un groupe comprenant un Albanais, un Uruguayen et un Turc. Sa voix hypnotique interprète cette musique hybride dans toute sa splendeur. L'album est intitulé *Shaanetz*, d'après la loi juive qui interdit le mélange des différences. Mais ce sacrilège musical, cette association audacieuse de styles balkaniques, turcs, juifs et arabes annonce un avenir plus radieux.

*Ruth Yaakov Ensemble: Shaanetz/Sepharadic Songs from the Balkans. (Piranha/cod-tuxedo)*

### Le feu d'une voix sénégalaise

(gnt) Baaba Maal a longtemps évolué dans l'ombre de son compatriote sénégalais Youssou N'dour. Mais ses productions relativement rares étaient toujours bien accueillies par les spécialistes, comme le célèbre album *Djam Leeli* (1989), enregistré avec Mansour Seck, son maître et griot aveugle.

Depuis, Baaba Maal a enregistré en Angleterre où il a étudié les beaux-arts dans les années 80. S'il y est revenu, ce n'est pas pour se soumettre aux impératifs du business comme nombre de chanteurs africains, mais pour travailler avec de bons producteurs et utiliser les techniques les plus récentes afin de tirer le meilleur de ses idées. Il y parvient à nouveau sur *Nomad Soul*: sa voix chaude et rythmée habite une série de morceaux afro-beat modernes, à la fois envoûtants et entraînants. Une musique du Sahel moderne qui célèbre Allah, la femme et la vie.

*Baaba Maal: Nomad Soul (Palm Pictures/cod-tuxedo)*

### Agriculture tropicale

**Cours** La Haute école suisse d'agronomie propose les cours suivants à toutes les personnes intéressées:

Elevage sous les tropiques (D/E) 25.11.98– 4.12.98  
Politique de développement (F) 5.1.99 – 14.1.99  
Agriculture et économie forestière (F) 5.1.99 – 20.1.99  
Irrigation sous les tropiques (E/F) 8.1.99 – 12.1.99  
Préservation du sol et de l'eau (E) 22.1.99 – 28.1.99  
Hygiène animale sous les tropiques (D/E) 9.2.99 – 12.2.99  
Entomologie (D/E) 22.2.99 – 26.2.99  
*Haute école suisse d'agronomie, 3052 Zollikofen, tél. 031 910 21 11, fax 031 910 22 96.*

*Inscriptions: 6 semaines au plus tard avant le début du cours*

## Lettres de lecteurs

### Droit au but

J'ai été conquise par les deux premiers numéros: vous allez droit au but, le graphisme est agréable et les textes accessibles à tous. Reste la diffusion. Voici une suggestion: inciter les enseignants à faire lire *Un seul monde* à leurs élèves dès l'âge de 12 ans! L'espoir renaît. Je vous en remercie.

*Charlotte Benz, Zurich*

### Précieuses références

Je voudrais vous féliciter pour votre nouvelle publication. Elle me plaît encore plus que la précédente. J'apprécie surtout les pages consacrées à la culture et les références de livres et de CD (ce serait encore mieux avec les références des disques vinyle, mais je sais que c'est trop demander).

*Barbara Stiner, Zurich*

### Belle surprise

J'aimais beaucoup lire *E+D*. Je trouve votre nouvelle publication excellente. Mes amis et moi-même sommes surpris de recevoir régulièrement des publications d'une telle qualité. Quant à moi, je vous propose l'organisation d'un concours de photos sur l'environnement et un autre de poèmes sur les droits de l'homme. Longue vie à *Un seul monde*.

*Matta Tahirou, Diffa, Niger*

### Textes courts

Le nouveau magazine de la DDC me plaît beaucoup, malgré une certaine tendance aux textes courts. La mise en page est excellente et les photos souvent extraordinaires. Les articles culturels sont également très bons.

*Anita von Rotz, Zurich*



# A n n e e n d a



## Jeunes artistes cubains

Cuba n'est pas seulement une terre de musique. Les arts plastiques y ont également un grand avenir. Une nouvelle génération d'artistes crée des œuvres très remarquées sur la scène internationale. Elles sont exposées en Suisse grâce à la division Nord-Sud de Pro Helvetia, avec le soutien de la DDC. Des artistes cubains feront eux-mêmes connaissance avec notre pays : Sion en a invité deux pour un stage de longue durée.  
*La Chaux-de-Fonds, Musée des Beaux-Arts, du 7 novembre au 3 janvier*

## Education aux droits de l'homme

Dans le cadre d'un projet commun, la Fondation éducation et développement ainsi que l'Académie pour les droits de l'homme

organisent à Berne une rencontre visant à promouvoir l'éducation aux droits de l'homme. Les participants apprendront ce qui se fait aussi bien dans les écoles que dans les cours pour adultes, et découvriront le matériel disponible dans ce domaine (livres, CD-Rom, etc.) Cette journée s'adresse surtout aux enseignants, aux responsables de la formation, aux formateurs d'adultes et aux membres des œuvres d'entraide. Deux jours plus tard, le projet sera aussi présenté à Yverdon à l'occasion du Colloque romand 98 de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP), qui est placé sous le titre « Education aux citoyennetés ».

*Berne, Bürenpark, 2 décembre  
Yverdon-les-Bains, Y-Park, 4 décembre*

## Les ONG face à la mondialisation

La DDC accorde une grande importance à la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG), tant au Nord qu'au Sud. C'est pourquoi elle soutient la participation de représentants d'ONG du Sud à la Conférence internationale qui se tiendra en janvier à l'Université de Birmingham sur le thème « Les ONG face à la mondialisation ».

*Birmingham (Grande-Bretagne), du 10 au 13 janvier 1999.  
Pour de plus amples informations, s'adresser à : International Development Department, School of Public Policy, The University of Birmingham, Edgbaston, Birmingham B15 2TT.  
Fax : 0121 414 7164, E-mail : a.bolstridge@bham.ac.uk*

## Conférence de presse annuelle

A la conférence de presse annuelle, la DDC et ses divisions (coopération au développement, coopération avec l'Europe de l'Est et aide humanitaire) présentent des projets intéressants et des thèmes actuels liés à leurs activités.

*Berne, Hôtel Kreuz, 15 janvier 1999, de 9 h 30 à 11 h.*

## Santé et relations hommes-femmes

Avec le soutien de la DDC, l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève, organise un colloque consacré à la santé sous l'angle des relations sociales entre hommes et femmes. Divers spécialistes et représentants des organismes de développement du Nord et du Sud prendront position.  
*Genève, 28 et 29 janvier 1999.*

*Pour de plus amples informations, s'adresser à l'IUED, Case postale 136, 1211 Genève 21*

## Ethique mondiale

En 1990, le très remuant théologien suisse Hans Küng a rédigé une étude sur l'éthique mondiale. Depuis, la fondation Weltethos a été créée à Tübingen et une fondation similaire a vu le jour en Suisse l'année dernière. Elle a pour objectif de faire connaître l'éthique mondiale. Sur mandat de cette fondation et avec l'accord de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), la Fondation éducation et développement a lancé cet automne un concours de projets consacrés à l'éthique mondiale, notamment dans l'enseignement. Les écoles et les classes ont jusqu'en automne 1999 pour rendre leur copie.

*Pour de plus amples informations, s'adresser à la Fondation éducation et développement, 8035 Zurich, tél. 01 360 42 32, fax 01 360 41 33*

**La Suisse et le monde, la revue du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), traite de thèmes actuels de politique étrangère suisse. Elle paraît cinq fois par année en français, en allemand et en italien et peut**

**être commandée gratuitement à l'adresse suivante: «La Suisse et le monde» c/o Schaer Thun AG, Industriestrasse 12, 3661 Uetendorf**

## Impressum:

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

## Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



## Comité de rédaction:

Marco Camerini (responsable) Catherine Vuffray (vuc)  
Andreas Stuber (sbs) Maya Krell (km)  
Reinhard Voegelé (vor) Stefan Kaspar (kst)  
Marco Rossi (rm) Beat Felber (bf)

## Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf - production)  
Marco Gehring (mg) Gabriela Neuhaus (gn)  
Jane-Lise Schneeberger (jls)

## Graphisme:

Laurent Cocchi, Lausanne

## Photolithographie:

City Comp SA, Morges

## Impression:

Vogt-Schild/Habegger AG, Soleure

## Reproduction:

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite,

avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

## Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de:  
DDC, Section médias et communication, 3003 Berne,  
Tél. 031 322 34 40  
Fax 031 324 13 48  
E-mail: info@sdc.admin.ch

39785

Couverture: Keystone

Internet: [www.sdc-gov.ch](http://www.sdc-gov.ch)

## « Un seul monde »

### Coupon de commande et de changement d'adresse

- Je voudrais m'abonner à « Un seul monde ». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.  
Je voudrais recevoir..... ex. en français,..... ex. en allemand,..... ex. en italien.

- Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro quatre de « Un seul monde » :  
..... exemplaire(s) en français,..... exemplaire(s) en allemand,..... exemplaire(s) en italien.

- J'ai changé d'adresse

Nom et prénom :

Eventuellement institution,  
organisation :

Adresse (en majuscules) :

N° postal, localité :

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à : **DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.**

32

33

